INTERVIEW

« POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES AU TOGO, CHAQUE SAISON DEVIENT UN DÉFI », YAO FÉLICITÉ AMENUTI

GRATUIT

TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°036

MARS 2026



Focus

CLIMAT EN MUTATION : L'AGRICULTURE TOGOLAISE SOUS PRESSION



ÉDITORIAL
La transmission au féminin

BON À SAVOIR
Le Baya : Plus qu'un bijou, un héritage au creux des hanches

IMMERSION
À Togoville, l'économie se négocie sans billets ni pièces

SANTÉ
HÉPATITE B : CETTE MALADIE SILENCIEUSE QUI MENACE LE FOIE

POLITIQUE
TOGO : LES INSTITUTIONS DE RÉGULATION À L'ÉPREUVE DE LA V^E RÉPUBLIQUE

SOCIÉTÉ
CIRCULATION À LOMÉ : QUAND L'INDISCIPLINE DEVIENT LA RÈGLE

SPORT
EPERVIERS : PATRICE NEVEU, L'HOMME DE LA SITUATION ?



Data7 Afrique

QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :
+228 **92 15 24 39**
data7afrique@gmail.com



SOMMAIRE

4 **ÉDITORIAL**

LA TRANSMISSION AU FÉMININ

6 **FOCUS**

CLIMAT EN MUTATION :
L'AGRICULTURE TOGOLAISE SOUS PRESSION

10 **INTERVIEW**

« POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES AU TOGO, CHAQUE SAISON DEVIENT UN DÉFI »,
YAO FÉLICITÉ AMENUTI

17 **POLITIQUE**

TOGO : LES INSTITUTIONS DE RÉGULATION
À L'ÉPREUVE DE LA VE RÉPUBLIQUE

20 **ÉCONOMIE**

MARCHÉ FINANCIER : FORTE RUÉE DES INVESTISSEURS SUR LES TITRES DU TRÉSOR TOGOLAIS

CONTREFAÇON ET FRAUDE FISCALE : LE PARI TECHNOLOGIQUE DU TOGO POUR SÉCURISER SES RECETTES

23 **SOCIÉTÉ**

CIRCULATION À LOMÉ : QUAND
L'INDISCIPLINE DEVIENT LA RÈGLE

28 **SANTÉ**

HÉPATITE B : CETTE MALADIE
SILENCIEUSE QUI MENACE LE FOIE

30 **SPORT**

EPERVIERS : PATRICE NEVEU,
L'HOMME DE LA SITUATION ?

33 **BON À SAVOIR**

LE BAYA : PLUS QU'UN BIJOU,
UN HÉRITAGE AU CREUX DES HANCHES

35 **PORTRAIT**

RAYMONDE KAYI LAWSON : DE NOTAIRE À DÉPUTÉE,
LA TRAJECTOIRE D'UNE FEMME D'IMPACT

39 **TECH**

UN NOUVEAU CHAPITRE POUR
LA TECH US EN AFRIQUE

41 **IMMERSION**

À TOGOVILLE, L'ÉCONOMIE SE NÉGOCIE
SANS BILLETS NI PIÈCES

ÉDITORIAL

La transmission au féminin

Du commerce des Nana-Benz aux sphères de décision contemporaines, les femmes togolaises ont façonné l'histoire du pays par leur résilience et leur influence. En ce 8 mars 2026, leur héritage s'impose comme un socle, et leur engagement comme un flambeau transmis à une nouvelle génération.

Au Togo, le 8 mars n'est pas une simple célébration. C'est une mémoire vivante. Une mémoire faite de courage, d'audace et de transformation silencieuse. C'est aussi une projection : celle d'un avenir porté par des femmes de plus en plus visibles, influentes et déterminées. Car bien avant les discours officiels, les femmes togolaises ont écrit l'histoire à leur manière. Par le travail, par la solidarité, par l'engagement. Le développement ne se décrète pas, il se construit dans les foyers, les marchés et les communautés. Sur ces terrains, les femmes ont toujours été en première ligne.

Des pionnières qui ont posé les fondations

Impossible d'évoquer cette trajectoire sans revenir aux Nana-Benz. Ces femmes d'affaires visionnaires qui, entre les années 1960 et 1980, ont dominé le commerce du pagne wax en Afrique de l'Ouest. Des figures comme Dédé Rose Gameli Creppy ou encore Sewa Ahiakpor Manavi ont incarné une réussite économique hors norme dans un contexte où peu de femmes avaient accès aux leviers de pouvoir. Elles ne vendaient pas seulement du tissu. Elles structuraient des réseaux, finançaient des familles entières, influençaient des décisions économiques. Elles ont prouvé que la richesse peut aussi être féminine, stratégique et structurante. Dans les zones rurales, d'autres femmes, moins connues mais tout aussi essentielles, ont assuré la survie des communautés. Agricultrices, transformatrices, commerçantes locales, elles ont nourri le pays, transmis les savoirs et maintenu les équilibres sociaux. Ces femmes ont posé les bases d'un modèle togolais où la résilience féminine devient une force nationale. Aujourd'hui encore, les femmes restent au cœur de l'économie togolaise. Dans les marchés de Lomé, de Kara ou d'Aného, elles structurent les échanges, financent les circuits commerciaux et soutiennent les ménages.



Mais une nouvelle dynamique émerge. Celle des entrepreneures, des dirigeantes, des innovatrices. Dans les startups, l'agro-business ou le digital, les femmes redéfinissent les modèles économiques. « Quand une femme investit, c'est toute une communauté qui progresse », dit-on souvent. Cette réalité est visible dans les coopératives agricoles, les groupements féminins et les initiatives locales qui transforment progressivement les territoires. L'autonomisation économique n'est plus un concept. Elle est une réalité en construction.

Une jeunesse féminine qui change les règles

Le tournant le plus décisif se joue peut-être ici. Dans cette nouvelle génération de jeunes femmes togolaises. Elles sont étudiantes, entrepreneures, créatrices de contenus, ingénieures, agripreneures. Elles sont connectées, ambitieuses et conscientes de leur potentiel. Elles n'attendent plus. Elles créent. Elles innovent. Elles s'exposent. « Nous ne voulons pas seulement réussir, nous voulons impacter », confie une jeune entrepreneure à Lomé. Cette génération bénéficie d'un héritage, mais elle refuse de s'y limiter. Elle veut aller plus loin. Plus vite. Plus fort. Le 8 mars devient alors un pont entre deux mondes : celui des pionnières et celui des bâtisseuses de demain. Mais toute cette dynamique repose sur un élément fondamental : la transmission. Transmettre des valeurs. Transmettre des expériences. Transmettre une vision.

Car aucune avancée n'est durable si elle n'est pas partagée. Les femmes togolaises l'ont compris. Dans les familles, dans les associations, dans les espaces professionnels, le mentorat et l'accompagnement prennent une place de plus en plus importante. Les aînées inspirent. Les cadettes innovent. Et entre les deux, se construit une continuité. « Ce que nous avons commencé, elles doivent l'amplifier », résume une leader associative. Au fond, le 8 mars 2026 au Togo n'est pas seulement une célébration. C'est un passage. Le passage du témoin. Ou plutôt, la transmission du maillet. Un maillet forgé par les Nana-Benz. Renforcé par les femmes leaders d'aujourd'hui. Et désormais tendu à une jeunesse prête à redéfinir les règles. Car l'histoire des femmes togolaises n'est pas figée. Elle est en mouvement. Une histoire où chaque génération ajoute une pierre. Une histoire où chaque femme, à son niveau, contribue à bâtir le pays. Et si ce 8 mars a un sens profond, c'est bien celui-ci : rappeler que l'avenir du Togo se construit aussi — et surtout — au féminin.



Directeur de publication :
Donis AYIVI

Rédaction :
Tony AMETEPE
Essosimna ASSALIH
Stan AZIATO
Aboubakar AOUDOU
Steven Edoé WILSON

Imprimerie :
Sigmaprint

Conception :
Lomegraph

Contact :
+228 98 42 82 27

E-mail :
contact@lomegraph.tg

Tirage :
500 Exemplaires

Adresse :
Agoe,Anome
Lomé - Togo

FOCUS

Climat en mutation : l'agriculture togolaise sous pression



Le changement climatique fragilise l'agriculture à travers des températures en hausse, des pluies imprévisibles et des phénomènes extrêmes. Dans ces contextes dépendants de l'agriculture pluviale au Togo, le véritable défi devient la disponibilité des produits, rendant indispensable une adaptation urgente pour préserver la sécurité alimentaire.

Au Togo, comme dans l'ensemble du continent africain, l'agriculture reste un pilier essentiel de l'économie. Elle constitue à la fois une source majeure de revenus, un levier d'emploi pour les populations rurales et un socle de la sécurité alimentaire nationale. Pourtant, ce secteur stratégique est aujourd'hui profondément fragilisé par les mutations climatiques.

Le changement climatique s'impose désormais comme l'un des défis les plus pressants du XXIe siècle. Ses effets se manifestent dans presque tous les domaines d'activité, mais l'agriculture demeure l'un des secteurs les plus exposés. Dans un contexte où les systèmes de production reposent encore largement sur les conditions naturelles, toute variation du climat entraîne des conséquences immédiates sur les rendements et sur les équilibres socio-économiques.

La hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, la fréquence accrue des sécheresses et des inondations sont autant de manifestations concrètes de ce dérèglement. Ces phénomènes, devenus récurrents, perturbent les cycles agricoles, compromettent les récoltes et accentuent la vulnérabilité des populations rurales. Dès lors, comprendre les dynamiques du changement climatique et développer des stratégies d'adaptation efficaces devient indispensable pour préserver la production agricole et garantir la sécurité alimentaire.

Comprendre le phénomène du changement climatique

Le changement climatique désigne une modification durable des paramètres climatiques globaux, notamment les températures, les régimes de précipitations et la fréquence des événements météorologiques extrêmes. Ce phénomène est largement attribué à l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, résultant principalement des activités humaines telles que la combustion des énergies fossiles, la déforestation ou encore certaines pratiques industrielles.

En Afrique, les effets de ce dérèglement sont particulièrement visibles. Les saisons deviennent de plus en plus imprévisibles, les cycles agricoles sont perturbés et les événements climatiques extrêmes tendent à se multiplier. Sécheresses prolongées, pluies tardives ou excédentaires, vents violents et inondations constituent désormais des réalités auxquelles les agriculteurs doivent faire face de manière récurrente.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'agriculture africaine dépend majoritairement des précipitations. Plus de 90 % des terres cultivées reposent sur une agriculture pluviale, ce qui rend les producteurs particulièrement vulnérables aux variations climatiques. Une simple modification du calendrier des pluies peut ainsi compromettre toute une campagne agricole.



Pour Monsieur Odilon HOUNKPATI, Président en exercice de l'organisation FRESHYX, engagée dans les domaines de l'environnement et de la technologie, le changement climatique ne doit plus être perçu comme une simple fluctuation météorologique. Il s'agit d'une transformation profonde des équilibres naturels.

« Comprendre ce phénomène, c'est d'abord reconnaître que chaque activité humaine génère une empreinte carbone. Cette réalité se traduit aujourd'hui par une instabilité des saisons, une raréfaction des ressources en eau et une perte progressive de biodiversité. Ce n'est pas seulement un enjeu environnemental, c'est un véritable défi de civilisation », souligne-t-il.

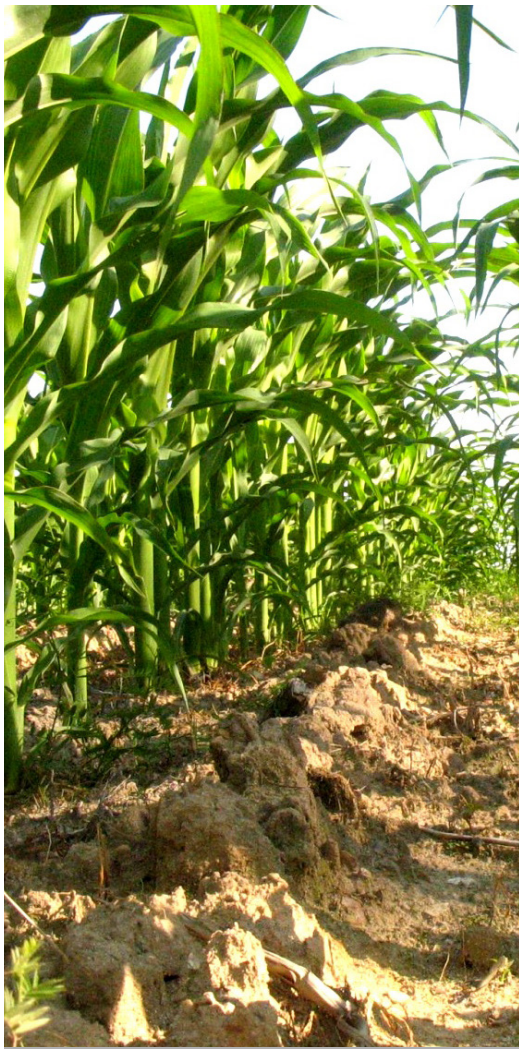
Des pertes économiques considérables pour le Togo

Les impacts du changement climatique sur l'économie togolaise sont déjà significatifs. Selon les données du ministère en charge de l'environnement, les aléas climatiques ont engendré en 2020 des pertes de productivité estimées à 26 milliards de francs CFA, soit environ 1,23 % du produit intérieur brut.

Sur la même période, les superficies agricoles affectées ont atteint près de 6 900 hectares, correspondant à une perte de production estimée à 9 000 tonnes. Ces chiffres traduisent l'ampleur des dégâts causés par les événements climatiques extrêmes, notamment les inondations.

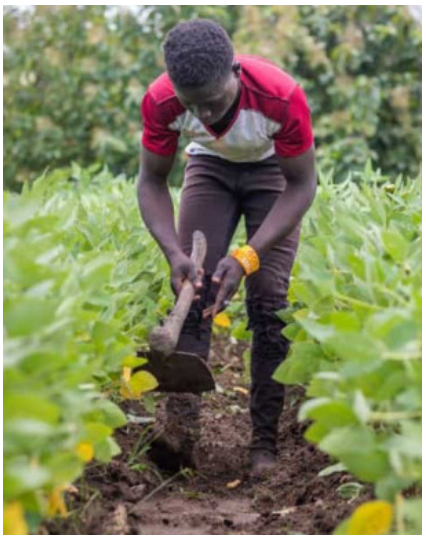
Le rapport d'évaluation des risques de catastrophes publié en 2022 par l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) met en évidence une aggravation de la situation entre 2018 et 2020. Les années 2018, 2019 et 2020 ont été particulièrement marquées par des inondations, des orages et des vents violents.

Le nombre de personnes affectées a connu une progression spectaculaire, passant de 2 875 en 2018 à 24 902 en 2019, avant d'atteindre 45 361 en 2020. Certaines préfectures ont été particulièrement touchées, notamment le Bas-Mono, la Tône, les Lacs et l'Est-Mono.



À l'échelle continentale, les projections sont tout aussi préoccupantes. Une augmentation de la température mondiale de 2 °C pourrait entraîner une baisse d'environ 10 % des rendements agricoles en Afrique d'ici à 2050.

Face à ces perspectives, les appels à l'action se multiplient. L'ancien ministre togolais de l'environnement, Katari Foli-Bazi, souligne la nécessité d'un changement de paradigme :
«Le réchauffement climatique continuera d'entraver notre développement si nous n'adoptons pas un modèle économique plus sobre en carbone et résilient face aux changements climatiques. »



L'absence inhabituelle de l'Harmattan : un signal inquiétant

Parmi les manifestations récentes du dérèglement climatique au Togo figure l'absence inhabituelle de l'Harmattan dans les régions du sud du pays à la fin de l'année 2025. Traditionnellement caractérisée par un vent sec et poussiéreux venant du nord, cette période marque habituellement une saison de sécheresse.

Cependant, entre décembre 2025 et janvier 2026, des pluies parfois abondantes ont été enregistrées dans les régions Maritime et des Plateaux, bouleversant les repères saisonniers.

Selon le Directeur général de l'Agence nationale de la météorologie (ANAMET), Dr Issaou Latifou, cette situation s'explique par la persistance des vents humides du sud, appelés mousson, qui ont empêché la descente de l'Harmattan.

« La présence prolongée de la mousson favorise des précipitations hors saison et bloque les vents secs venant du nord », explique-t-il.

Ce phénomène, bien que ponctuel en apparence, constitue un indicateur révélateur des dérèglements climatiques en cours.

La recherche scientifique mobilisée

Face à ces anomalies, les chercheurs togolais s'efforcent de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre. En février 2026, une conférence organisée par le ministère de l'Environnement en collaboration avec l'Université de Lomé a permis d'analyser ces perturbations climatiques.

Pour le professeur Guillaume Ketoh, enseignant-chercheur, la difficulté réside dans la perception du phénomène : « Le changement climatique est réel, mais ses manifestations ne sont pas toujours immédiatement visibles, ce qui peut rendre sa compréhension difficile pour les populations. »

Les scientifiques observent plusieurs indicateurs préoccupants : hausse progressive des températures, irrégularité des pluies, perturbation des cycles saisonniers et élévation du niveau de la mer.

Le Dr Faya Lemou, géographe, souligne le caractère atypique des pluies enregistrées : « Les précipitations observées entre décembre et janvier dans la région Maritime sont contraires à la normale. Elles traduisent une perturbation des saisons. »

Ces dérèglements ont également induit des erreurs d'anticipation chez certains agriculteurs, qui ont entamé prématurément leurs activités, croyant à un démarrage de la saison agricole.

Des conséquences directes sur la production agricole

Les impacts du changement climatique sur l'agriculture sont multiples et profondément structurants.

En premier lieu, la baisse des rendements constitue l'une des conséquences les plus visibles. Les épisodes de sécheresse ou de chaleur excessive entravent le développement des cultures, réduisant significativement la production.

Ensuite, l'irrégularité des précipitations complique la planification agricole. Les pluies tardives ou interrompues perturbent les semis et compromettent la croissance des cultures.

Le changement climatique favorise également la prolifération des ravageurs et des maladies. Les conditions climatiques plus chaudes créent un environnement propice au développement d'insectes nuisibles, accentuant les pertes agricoles.

Par ailleurs, la dégradation des sols et la désertification réduisent la fertilité des terres, limitant leur capacité productive et aggravant la pauvreté en milieu rural.



Les réponses à construire : vers une agriculture adaptée

Face à ces défis, l'adaptation devient une priorité stratégique. Les agriculteurs, en première ligne, doivent progressivement adopter de nouvelles pratiques pour préserver leurs récoltes. L'organisation FRESHYX met en avant plusieurs axes d'intervention essentiels.
L'agroécologie constitue l'un des leviers majeurs. Elle repose sur des pratiques telles que la rotation des cultures, l'utilisation d'engrais organiques et la préservation de la couverture végétale, permettant de renforcer la résilience des sols.

L'intégration des solutions technologiques représente également une opportunité. Les outils de suivi climatique, les systèmes d'irrigation intelligente et les technologies de gestion des intrants permettent d'optimiser les ressources tout en réduisant l'impact environnemental.

La diversification des cultures et l'agroforesterie offrent aussi des solutions pertinentes. En associant arbres et cultures, les agriculteurs créent des microclimats favorables et diversifient leurs sources de revenus.
La gestion de l'eau constitue un autre enjeu central. L'irrigation, la collecte des eaux de pluie et la construction d'infrastructures hydrauliques peuvent atténuer les effets des sécheresses.

Enfin, l'accès à l'information météorologique et aux formations agricoles permet aux producteurs de mieux anticiper les aléas climatiques et d'adapter leurs pratiques.

Au-delà des initiatives individuelles, les politiques publiques jouent un rôle déterminant. En 2024, le Togo a actualisé son Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC), en collaboration avec la FAO.

Ce plan vise à renforcer la résilience des populations en intégrant des mesures d'adaptation dans l'ensemble des secteurs, notamment l'agriculture. Il prévoit également des mécanismes de mise en œuvre



pour améliorer l'efficacité des interventions.

Face aux mutations climatiques, l'agriculture togolaise est appelée à se transformer en profondeur. L'adoption de pratiques durables, l'innovation technologique et le renforcement des capacités des producteurs constituent des leviers essentiels pour construire un système agricole résilient.

Dans un contexte où la sécurité alimentaire devient un enjeu stratégique, la capacité d'adaptation des agriculteurs apparaît comme une priorité absolue.

M. Odilon HOUNKPATI insiste sur l'importance de conjuguer tradition et innovation : « La technologie ne doit pas être perçue comme une rupture, mais comme un outil au service de la préservation de notre héritage agricole. »

Il lance également un appel à la jeunesse : « Le changement climatique est un appel à l'action. Les jeunes doivent s'engager dans les solutions innovantes pour construire l'agriculture de demain. »

Le changement climatique constitue une menace réelle pour l'agriculture togolaise et, au-delà, pour la sécurité alimentaire du pays. Toutefois, cette crise peut également être une opportunité de transformation. À travers des pratiques adaptées, des politiques publiques efficaces et une mobilisation collective, il est possible de limiter les impacts de ce phénomène.

L'avenir de l'agriculture au Togo dépendra ainsi de la capacité des acteurs à anticiper, s'adapter et innover face à un climat en mutation.

INTERVIEW

« Pour Les petits exploitants agricoles au Togo, chaque saison devient un défi », Yao Félicité AMENUTI

Au Togo, l'agriculture demeure l'un des piliers de l'économie et le principal moyen de subsistance pour une grande partie des populations rurales. Mais depuis plusieurs années, ce secteur stratégique est confronté à des bouleversements climatiques de plus en plus visibles : irrégularité des pluies, sécheresses prolongées, inondations ou encore dégradation accélérée des sols. Autant de phénomènes qui fragilisent les systèmes de production et font peser de réelles menaces sur la sécurité alimentaire du pays.

Pour mieux cerner les réalités de cette situation et identifier les pistes d'adaptation possibles, nous avons rencontré Yao Félicité AMENUTI, agronome et chercheur togolais spécialisé en agroécologie et en gestion durable des ressources naturelles. Formé à l'École Supérieure d'Agronomie de l'Université de Lomé, où il a obtenu une licence, un master puis un doctorat en sciences des agro-ressources, il consacre ses travaux à la valorisation des ressources naturelles, notamment la gestion des espèces végétales envahissantes comme la jacinthe d'eau, dans une perspective d'économie circulaire et de résilience climatique. À travers cet entretien, il livre son analyse des impacts du changement climatique sur l'agriculture togolaise et partage des pistes concrètes pour renforcer la résilience du secteur.



Ces dernières années, la question du changement climatique occupe une place croissante dans le débat public. Comment ce phénomène se manifeste-t-il concrètement au Togo ?

Au Togo, le changement climatique se manifeste aujourd'hui de manière très concrète dans le quotidien des populations, en particulier dans le secteur agricole qui dépend fortement des conditions climatiques. L'un des signes les plus visibles est la perturbation du régime des pluies. Les saisons pluvieuses deviennent de plus en plus irrégulières, avec des débuts tardifs, des pauses pluviométriques prolongées ou au contraire des pluies intenses sur de courtes périodes. On observe également une augmentation des épisodes de sécheresse dans certaines zones, tandis que d'autres régions sont confrontées à des inondations récurrentes, notamment dans les zones basses et les plaines agricoles.

Ces phénomènes entraînent souvent des pertes de récoltes, une baisse des rendements et une dégradation progressive des sols. Il est aussi important de rappeler que l'agriculture ne se limite pas uniquement à la production végétale.

Le secteur de l'élevage, qui constitue une composante essentielle de la production agricole au Togo, est également affecté par ces changements climatiques. Les périodes de sécheresse réduisent la disponibilité des pâturages et des ressources en eau pour le bétail, ce qui peut fragiliser la santé animale et affecter la productivité des éleveurs. Par ailleurs, les changements climatiques favorisent parfois la prolifération de certains ravageurs et maladies qui perturbent les systèmes agricoles.

Dans l'ensemble, ces différentes manifestations rendent les systèmes de production agricoles et pastoraux plus vulnérables et obligent les producteurs à adapter progressivement leurs pratiques pour faire face à ces nouvelles réalités climatiques.

Quelles sont aujourd'hui les régions agricoles du Togo les plus exposées aux effets du changement climatique, et pour quelles raisons ?

Au Togo, les effets du changement climatique se manifestent dans l'ensemble du pays, mais certaines régions agricoles y sont particulièrement exposées en raison de leurs caractéristiques géographiques et climatiques. La région des Savanes, au nord du pays, est l'une des plus vulnérables. Elle connaît régulièrement des épisodes de sécheresse, des températures élevées et une forte variabilité des pluies, ce qui affecte directement les cultures pluviales comme le mil, le sorgho ou le maïs. Dans la région de la Kara et certaines parties de la Centrale, les agriculteurs sont également confrontés à une irrégularité croissante des saisons agricoles, ce qui complique la planification des semis et des récoltes.

Au sud du pays, notamment dans les régions Maritime et des Plateaux, les défis prennent parfois une autre forme. On y observe des inondations saisonnières dans certaines zones, une pression accrue sur les sols liée à l'intensification agricole, ainsi que des perturbations dans les écosystèmes aquatiques.

Par exemple, dans certaines zones agricoles de plaine, les inondations saisonnières deviennent plus fréquentes, ce qui entraîne des pertes de récoltes et fragilise les exploitations familiales. Ainsi, selon les régions, le changement climatique se traduit soit par un stress hydrique accru, soit par des excès d'eau et des déséquilibres écologiques, ce qui fragilise l'ensemble du système agricole togolais.



De quelle manière les perturbations du régime des pluies influencent-elles les cycles de production agricole dans le pays ?

Les perturbations du régime des pluies influencent fortement les cycles de production agricole au Togo. Traditionnellement, les agriculteurs planifient les semis et récoltes selon des saisons relativement prévisibles. Aujourd'hui, ces repères se brouillent : les pluies peuvent arriver avec retard, s'interrompre soudainement ou se concentrer sur de courtes périodes de forte intensité. Par exemple, dans la région des Plateaux, les producteurs de maïs ou de manioc constatent que des semis réalisés au début de la saison peuvent échouer si les pluies tardent. À l'inverse, des pluies torrentielles en pleine période de maturation provoquent le pourrissement des récoltes ou l'érosion des sols, réduisant significativement les rendements. Ces aléas obligent les agriculteurs à multiplier les semis, à ajuster constamment leurs calendriers agricoles et parfois à investir dans des techniques de conservation de l'eau ou de protection des sols. Au final, la variabilité climatique rend la production plus incertaine, fragilisant les revenus des familles rurales et la sécurité alimentaire des communautés.

Certaines cultures traditionnellement pratiquées au Togo sont-elles aujourd'hui plus vulnérables aux variations climatiques ?

Oui, certaines cultures traditionnellement pratiquées au Togo sont particulièrement vulnérables aux variations climatiques. Les cultures pluviales comme le maïs, le mil, le sorgho et le manioc, qui constituent la base de l'alimentation et des revenus des ménages ruraux, dépendent directement de la régularité des précipitations. Des pluies tardives ou irrégulières peuvent retarder la germination ou provoquer des stress hydriques, entraînant une diminution significative des rendements. De même, les cultures maraîchères comme la tomate, le piment ou la laitue, très sensibles à la chaleur et à l'humidité excessive, subissent des pertes importantes lorsque les pluies sont trop fortes ou que la température augmente au-delà des seuils tolérables. Les sols lessivés ou compactés par des précipitations intenses aggravent encore cette vulnérabilité. En conséquence, les producteurs doivent souvent adapter leurs choix de semences, modifier les dates de semis ou recourir à des techniques de protection des cultures, comme le paillage ou l'irrigation, pour limiter les pertes liées aux aléas climatiques. Ces ajustements sont devenus essentiels pour maintenir la production et assurer la sécurité alimentaire.





Comment les petits exploitants agricoles, qui constituent la majorité des producteurs au Togo, vivent-ils ces changements climatiques au quotidien ?

Les petits exploitants agricoles au Togo, qui représentent la majorité des producteurs, ressentent directement les effets du changement climatique dans leur quotidien. Pour eux, chaque saison devient un défi, car la variabilité des pluies et les températures extrêmes rendent la production incertaine. Beaucoup doivent ajuster leurs semis en fonction des pluies, souvent à tâtons, ce qui augmente le risque de pertes si la météo ne suit pas leurs prévisions.

Par exemple, dans la préfecture de Haho, certains producteurs de maïs et de manioc constatent que des semis précoces échouent lorsque la pluie se fait attendre, tandis que d'autres récoltes sont endommagées par des pluies trop intenses qui lessivent le sol ou provoquent des inondations locales. Les maraîchers dans les zones péri-urbaines de Lomé sont également confrontés à des périodes de chaleur extrême qui brûlent les jeunes plants et favorisent le développement de maladies fongiques, réduisant la qualité et la quantité de leurs légumes.

Pour s'adapter, ces producteurs multiplient les semis, diversifient leurs cultures ou utilisent des techniques simples comme le paillage, les petites digues pour protéger les champs des eaux de ruissellement, ou des réserves d'eau pour irriguer en cas de sécheresse. Malgré leur résilience et leur créativité, ces changements climatiques rendent leur travail plus incertain et accentuent la précarité économique et alimentaire des familles rurales.

Quels risques ces évolutions climatiques font-elles peser sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales ?

Les évolutions climatiques au Togo représentent un risque sérieux pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations rurales. La variabilité des pluies, les sécheresses prolongées et les inondations fréquentes entraînent des pertes de récoltes, réduisent les rendements et compromettent la disponibilité des aliments de base comme le maïs, le manioc ou le mil. Ces aléas augmentent la dépendance des familles vis-à-vis des marchés, souvent à des prix élevés, ce qui fragilise encore leur situation économique. Par exemple, dans la région des Savanes, plusieurs exploitations familiales ont connu des pertes de maïs et de sorgho suite à des sécheresses successives, entraînant une réduction de leurs stocks alimentaires pour plusieurs mois. Dans les zones basses de la Centrale, les inondations récurrentes détruisent les plantations maraîchères, forçant les producteurs à racheter des semences et à mobiliser davantage de ressources pour se relancer. Ces perturbations ont des conséquences directes sur les revenus des ménages, limitent l'accès à l'éducation et aux soins, et exacerbent la vulnérabilité des communautés rurales. En l'absence de stratégies d'adaptation efficaces, les changements climatiques risquent de transformer des crises ponctuelles en véritables menaces pour la sécurité alimentaire et le développement rural.

Existe-t-il déjà, au niveau local, des pratiques agricoles qui permettent aux producteurs de mieux s'adapter aux effets du changement climatique ?

Oui, au Togo, il existe déjà un ensemble de pratiques agricoles et d'initiatives locales qui permettent aux producteurs de mieux s'adapter aux effets du changement climatique. Ces pratiques ne sont pas uniquement le fruit des efforts des agriculteurs eux-mêmes, mais aussi le résultat de collaborations entre le gouvernement, les ONG, les chercheurs scientifiques et les connaissances traditionnelles transmises au fil des générations.

Sur le terrain, de nombreux agriculteurs adaptent leurs calendriers de semis en fonction des observations locales des pluies, diversifient leurs cultures ou utilisent des techniques de conservation de l'eau, comme le paillage, pour protéger les sols contre l'évaporation et maintenir l'humidité. La diversification des cultures en combinant des céréales résistantes à la sécheresse avec des légumineuses ou des cultures vivrières est devenue une stratégie répandue pour réduire les risques de pertes totales dues aux aléas climatiques. Le gouvernement togolais, à travers des programmes agricoles et des structures comme le ministère de l'Agriculture, soutient ces efforts en encourageant l'adoption de semences améliorées, plus résistantes à la sécheresse, et en promouvant des pratiques agroécologiques. Il accompagne également la mise en place de petites infrastructures d'irrigation villageoises pour réduire la dépendance aux seules eaux de pluie.

Les organisations non gouvernementales et les partenaires techniques jouent un rôle complémentaire important. Elles facilitent l'accès à des formations, à des semences améliorées et à des techniques de gestion durable des terres. Elles soutiennent aussi des

modèles d'agriculture intelligente face au climat, sensibilisent les communautés aux risques futurs et renforcent les capacités locales.

Les chercheurs togolais et les institutions comme l'École Supérieure d'Agronomie (ESA) ont également apporté des contributions significatives. Par exemple, des études menées dans la région des Savanes ont exploré les avantages de l'irrigation complémentaire pour soutenir les cultures durant les périodes de sécheresse. Ces travaux montrent que même de petites quantités d'eau, bien gérées, peuvent améliorer de manière significative les rendements agricoles dans des zones stressées par le climat.

Un autre aspect essentiel de l'adaptation est la transmission des savoirs endogènes. Les communautés rurales continuent de valoriser des connaissances traditionnelles en matière de prévision des saisons, de choix de variétés adaptées ou de techniques culturales spécifiques, ce qui complète les approches scientifiques modernes.

Enfin, il faut souligner le rôle des groupements de tontines et d'épargne communautaire. Ces mécanismes d'entraide financière permettent aux agriculteurs d'accéder rapidement à des petits prêts, essentiels pour acheter des semences, des intrants ou investir dans des pratiques d'adaptation comme de petits systèmes d'irrigation ou des outils de protection des cultures. Cette solidarité communautaire renforce la résilience économique des familles rurales face aux chocs climatiques.

Dans l'ensemble, bien que les défis restent importants, ces pratiques et ces efforts conjugués montrent qu'une dynamique d'adaptation est déjà en cours au Togo, portée par des acteurs variés et complémentaires.



Quelles innovations ou techniques agricoles durables pourraient contribuer à renforcer la résilience de l'agriculture togolaise ?

Plusieurs innovations et techniques agricoles durables peuvent contribuer à renforcer la résilience de l'agriculture togolaise face aux impacts du changement climatique, en intégrant à la fois la production végétale et l'élevage. Du côté végétal, l'agroécologie reste une approche centrale : rotation et diversification des cultures, cultures associées, utilisation d'engrais organiques et paillage pour protéger les sols et conserver l'humidité. L'irrigation complémentaire, particulièrement dans le nord du pays, permet de sécuriser les cultures durant les périodes de sécheresse, tandis que les semences améliorées résistantes aux aléas climatiques réduisent les risques de pertes. Les serres et tunnels maraîchers permettent également de produire hors saison et d'assurer un revenu régulier aux producteurs.

Dans l'élevage, des techniques durables permettent de limiter l'impact des changements climatiques. La mise en place de fourrages résistants à la sécheresse, le stockage de l'eau pour le bétail, et l'amélioration des pratiques de pâturage peuvent réduire les pertes animales pendant les périodes de chaleur ou de sécheresse. La rotation des pâturages et la combinaison élevage-agriculture (systèmes intégrés) contribuent aussi à préserver les sols et à maintenir une production alimentaire durable pour le bétail.

Enfin, le renforcement des systèmes d'alerte météorologique, le suivi des maladies animales et végétales, et la diffusion de bonnes pratiques via les ONG, les groupements locaux et les institutions de recherche permettent aux producteurs de mieux planifier leurs activités et de réagir rapidement aux aléas climatiques. L'ensemble de ces innovations crée un système agricole plus résilient, capable de soutenir durablement la sécurité alimentaire et les revenus des communautés rurales, tout en prenant en compte la complémentarité entre cultures et élevage.

Dans quelle mesure les politiques publiques togolaises intègrent-elles aujourd'hui la question de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique ?

Aujourd'hui, les politiques publiques togolaises commencent à intégrer la question de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, mais de manière encore progressive. Le gouvernement, à travers le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire, a mis en place plusieurs programmes visant à soutenir les producteurs face aux aléas climatiques. Cela inclut la promotion de semences améliorées résistantes à la sécheresse, le soutien aux systèmes d'irrigation villageoise, et le développement de formations pour les agriculteurs sur des pratiques agricoles durables. Par ailleurs, certaines stratégies nationales comme le *Plan National d'Adaptation au Changement Climatique* (Le PNACC) ou les programmes liés à *l'agriculture intelligente face au climat* cherchent à combiner les connaissances scientifiques avec les pratiques locales endogènes pour renforcer la résilience des systèmes agricoles.

Les politiques incluent aussi le soutien aux groupements de producteurs et aux coopératives, facilitant l'accès aux intrants, aux crédits et aux informations météorologiques, ce qui permet aux agriculteurs de mieux planifier leurs activités.

Cependant, malgré ces efforts, la mise en œuvre reste limitée par des contraintes financières, logistiques et techniques. Les programmes sont souvent concentrés sur certaines régions et certaines cultures, et l'élevage ou les systèmes intégrés culture-élevage ne bénéficient pas toujours d'une attention suffisante. De plus, la sensibilisation et le transfert de connaissances restent essentiels pour que les mesures adoptées soient réellement appliquées et adaptées aux réalités locales.

Dans l'ensemble, les politiques publiques posent des bases importantes pour l'adaptation, mais il reste encore un travail considérable à faire pour que tous les producteurs, notamment les petits exploitants ruraux, puissent bénéficier pleinement de ces initiatives.

Selon vous, quelles politiques publiques devraient être renforcées ou mises en place pour mieux soutenir les agriculteurs face à ces défis ?

Pour mieux soutenir les agriculteurs face aux défis liés au changement climatique, plusieurs politiques publiques devraient être renforcées ou mises en place au Togo. Tout d'abord, il est essentiel de renforcer l'accès aux intrants agricoles et aux semences améliorées, notamment celles résistantes à la sécheresse et aux maladies. Cela permettrait aux producteurs de sécuriser leurs récoltes même dans des conditions climatiques difficiles.

Ensuite, le développement et l'entretien des infrastructures d'irrigation à petite et moyenne échelle sont indispensables, surtout dans les régions vulnérables comme les Savanes. Ces infrastructures doivent être accompagnées de programmes de formation pour que les producteurs sachent gérer efficacement l'eau et optimiser leur production. Il serait également important de soutenir financièrement les petits producteurs, par exemple en facilitant l'accès aux crédits agricoles à faible taux d'intérêt ou en développant des mécanismes de micro-assurance agricole. Les groupements de producteurs et les tontines locales peuvent jouer un rôle central dans ce dispositif, mais un appui institutionnel renforcerait leur efficacité. Par ailleurs, il faut intensifier la diffusion des connaissances scientifiques et des pratiques d'adaptation à travers les centres de recherche, les universités et les ONG, tout en valorisant les savoirs traditionnels endogènes qui ont fait leurs preuves dans la gestion des aléas climatiques.

Enfin, il est crucial d'intégrer l'élevage et les systèmes agricoles mixtes culture-élevage dans les politiques d'adaptation, en développant des programmes pour la production de fourrages résistants à la sécheresse, la protection des pâturages et la gestion durable des ressources naturelles.

En résumé, un ensemble cohérent de politiques combinant accès aux intrants, infrastructures, financement, formation et intégration des savoirs locaux peut considérablement renforcer la résilience de l'agriculture togolaise face aux changements climatiques.

Quel rôle la gestion durable des sols et des ressources naturelles peut-elle jouer dans l'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique ?

La gestion durable des sols et des ressources naturelles joue un rôle central dans l'adaptation de l'agriculture aux effets du changement climatique. Des sols bien entretenus et fertiles permettent aux cultures de mieux résister aux périodes de sécheresse ou aux pluies irrégulières, tout en réduisant le risque d'érosion et de dégradation. Des pratiques comme le paillage, le compostage, la rotation des cultures, l'agroforesterie et l'usage d'engrais organiques contribuent à maintenir la santé des sols, à retenir l'eau et à améliorer la résilience des exploitations. La gestion durable des ressources naturelles inclut également la préservation de l'eau, des forêts et des pâturages. Par exemple, la construction de petits barrages, mares ou digues pour la collecte d'eau de pluie permet de sécuriser l'irrigation pendant les périodes sèches et de protéger les cultures et l'élevage. La conservation des forêts et des haies agroforestières offre non seulement un abri contre l'érosion et la perte de nutriments du sol, mais contribue aussi à réguler le climat local et à maintenir la biodiversité, essentielle pour la pollinisation et le contrôle naturel des ravageurs. En parallèle, ces pratiques renforcent la sécurité alimentaire et les revenus des producteurs, car des sols productifs et des ressources naturelles bien gérées augmentent les rendements et réduisent les pertes dues aux aléas climatiques. En somme, investir dans la gestion durable des sols et des ressources naturelles n'est pas seulement une mesure environnementale : c'est une stratégie directe pour rendre l'agriculture togolaise plus résiliente et durable face au changement climatique.

Quel rôle les organisations paysannes, les ONG et les partenaires techniques et financiers peuvent-ils jouer dans l'accompagnement des agriculteurs ?

Les organisations paysannes, les ONG et les partenaires techniques et financiers jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des agriculteurs face aux défis du changement climatique. Elles interviennent à plusieurs niveaux pour renforcer la résilience des exploitations et améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales. Les organisations paysannes et coopératives permettent aux producteurs de se regrouper, de

mutualiser leurs ressources, de partager leurs expériences et de faciliter l'accès à des intrants, des semences améliorées ou des crédits à petite échelle. Les tontines et systèmes d'épargne communautaires en sont un bon exemple, offrant aux agriculteurs la possibilité d'obtenir rapidement des fonds pour acheter du matériel, irriguer leurs cultures ou renforcer leur élevage.

Les ONG jouent un rôle complémentaire en apportant des formations, en diffusant les bonnes pratiques agricoles, en introduisant des techniques d'adaptation innovantes et en sensibilisant les communautés aux risques climatiques. Elles facilitent également la mise en place de projets pilotes, qui peuvent ensuite être reproduits à plus grande échelle.

Enfin, les partenaires techniques et financiers, qu'ils soient nationaux ou internationaux, soutiennent la mise en œuvre de projets d'agriculture durable et fournissent des ressources financières et logistiques pour moderniser les systèmes de production. Leur appui permet de relier les initiatives locales à des programmes plus larges, garantissant ainsi que les solutions développées sont à la fois viables et adaptées aux réalités locales. En combinant l'expertise scientifique, les connaissances endogènes des producteurs et l'appui institutionnel et financier, ces acteurs créent un écosystème favorable pour que les agriculteurs puissent s'adapter durablement aux impacts du changement climatique.

Quelles actions devraient, selon vous, être prioritaires pour protéger et renforcer l'agriculture togolaise dans les prochaines années ?

Pour protéger et renforcer l'agriculture togolaise dans les prochaines années, plusieurs actions doivent être considérées comme prioritaires. Tout d'abord, renforcer la résilience des petits producteurs en améliorant l'accès aux semences résistantes aux aléas climatiques, aux intrants agricoles et aux techniques d'irrigation complémentaire. Ces mesures permettent de sécuriser les récoltes et de réduire les pertes en période de sécheresse ou de pluies irrégulières. Ensuite, il est crucial de développer et diffuser des pratiques agricoles durables et intégrées, telles que l'agroécologie, l'agroforesterie, le paillage, la rotation des cultures et l'élevage intégré aux systèmes agricoles. Ces pratiques améliorent la fertilité des sols, la gestion de l'eau et la productivité tout en réduisant la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Parallèlement, le renforcement des capacités locales reste indispensable : former les producteurs, partager les savoirs endogènes et scientifiques, et soutenir les groupements et coopératives pour qu'ils puissent accéder à des microcrédits et aux informations météorologiques. Les investissements dans les infrastructures rurales, comme les digues, les bassins de rétention d'eau et les systèmes d'irrigation villageois, doivent aussi être une priorité.

Enfin, il est important de promouvoir la recherche et l'innovation pour anticiper les risques climatiques, développer de nouvelles variétés adaptées et renforcer les systèmes d'élevage face aux périodes de chaleur et de sécheresse. Une approche intégrée combinant politique publique, initiatives locales et appui des partenaires techniques et financiers permettra de bâtir une agriculture togolaise plus résiliente, durable et capable d'assurer la sécurité alimentaire des générations futures.

Enfin, êtes-vous optimiste quant à l'avenir de l'agriculture togolaise face au changement climatique ? Quelles mesures urgentes devraient être engagées dès maintenant ?

Oui, je reste optimiste quant à l'avenir de l'agriculture togolaise, même si les défis posés par le changement climatique sont réels et croissants. L'agriculture togolaise dispose d'atouts considérables : une population rurale résiliente, un savoir-faire traditionnel précieux, des groupements et coopératives dynamiques, et des chercheurs et institutions engagés dans le développement de solutions innovantes. Si ces forces sont mobilisées de manière coordonnée, il est possible de renforcer la résilience du secteur et d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

Cependant, pour transformer cet optimisme en résultats concrets, certaines mesures urgentes doivent être engagées dès maintenant. Il s'agit notamment de sécuriser l'accès aux semences résistantes aux stress climatiques, et aux intrants agricoles ; de développer l'irrigation complémentaire et la gestion durable des sols et de renforcer la formation et le transfert de savoirs aux producteurs. Il est également crucial de soutenir les groupements et les mécanismes de microcrédit pour que les producteurs puissent investir rapidement dans des solutions adaptées.

Enfin, la coordination entre l'État, les ONG, les partenaires financiers, les chercheurs et les communautés locales doit être renforcée pour que toutes ces initiatives soient efficaces et durables. Avec ces actions, l'agriculture togolaise pourra non seulement s'adapter aux changements climatiques, mais également se développer de manière plus durable et résiliente, assurant un avenir stable et prospère pour les agriculteurs et les populations rurales.





CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

@iya.tg
www.iyatg.com

POLITIQUE

Togo : les institutions de régulation à l'épreuve de la Ve République

La mise en place de la Ve République au Togo redéfinit en profondeur les institutions de régulation, de contrôle et de concertation. Entre continuité et réforme, ces organes sont appelés à renforcer la gouvernance et la crédibilité de l'action publique.

Avec l'entrée en vigueur de la Ve République, le Togo ne transforme pas seulement l'architecture de son pouvoir exécutif. La mutation institutionnelle engagée redessine également l'ensemble des organes de régulation, de contrôle et de concertation qui structurent la vie démocratique. Autorité de régulation des médias, organe de lutte contre la corruption ou encore institutions consultatives : autant de structures dont le rôle se trouve redéfini dans un contexte politique marqué par l'avènement d'un régime parlementaire et par la recherche d'une gouvernance plus cohérente.

La mise en place progressive de ces institutions constitue aujourd'hui l'un des chantiers majeurs de la transition institutionnelle. Elle vise à consolider l'architecture de la Ve République tout en adaptant les instruments de gouvernance aux exigences contemporaines de transparence, de participation et d'efficacité de l'action publique.



Une présence de terrain inédite en ce début d'année

La question de l'installation des nouvelles institutions a été au cœur des discussions lors de la 26e session du Cadre permanent de concertation (CPC), tenue le 23 février 2026. À cette occasion, le ministre des Relations avec le Parlement et les Institutions de la République, Gilbert Bawara, est venu présenter l'état d'avancement du processus de mise en œuvre des organes prévus par la nouvelle Constitution.

Dans une communication structurée, il a distingué trois catégories d'institutions : celles déjà opérationnelles, celles dont les textes sont adoptés mais en attente d'installation, et celles dont les projets de loi sont encore en préparation. Plusieurs lois organiques encadrant ces institutions sont déjà en vigueur, ouvrant la voie à la désignation progressive de leurs membres.

Parmi les structures concernées figurent notamment la Commission nationale des droits de l'homme, l'autorité de régulation des communications écrites, audiovisuelles et numériques, le Protecteur du citoyen, le Conseil économique, social et environnemental ou encore l'institution chargée de la lutte contre la corruption.

Parmi les structures concernées figurent notamment la Commission nationale des droits de l'homme, l'autorité de régulation des communications écrites, audiovisuelles et numériques, le Protecteur du citoyen, le Conseil économique, social et environnemental ou encore l'institution chargée de la lutte contre la corruption.

Le gouvernement insiste sur une approche graduelle, destinée à éviter toute rupture dans le fonctionnement de l'État. Certaines institutions continuent ainsi d'exercer leurs missions sous leur appellation antérieure, dans une logique de continuité administrative et juridique.

La régulation des médias au cœur du nouvel ordre constitutionnel

Dans cette architecture institutionnelle renouvelée, la régulation de l'information et de la communication occupe une place stratégique. La Constitution consacre à cet effet un rôle central à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

Selon l'article 130 de la Constitution, cette institution a pour mission de garantir et d'assurer la liberté et la protection de la presse ainsi que des autres moyens de communication de masse. Elle veille également au respect de la déontologie en matière d'information et de communication, tout en assurant l'accès équitable des partis politiques et des associations aux moyens officiels d'information et de communication.

Dans un paysage médiatique en pleine transformation, marqué par l'essor des médias numériques et la diversification des canaux d'information, la mission de régulation prend une dimension nouvelle. L'institution est également compétente pour autoriser l'installation de nouvelles chaînes de télévision et de radios privées, contribuant ainsi à structurer le développement du secteur audiovisuel.

Conformément à l'article 131, la Haute Autorité élit en son sein son président et les membres de son bureau. Sa composition, son organisation et son fonctionnement sont définis par une loi organique, garantissant le cadre juridique de son action.

Dans un système parlementaire où la formation de l'opinion publique joue un rôle déterminant, la crédibilité de cette institution apparaît essentielle pour préserver l'équilibre entre liberté d'expression et responsabilité médiatique.



La lutte contre la corruption et la transparence publique

La réforme institutionnelle s'accompagne également d'une volonté affirmée de renforcer les mécanismes de transparence et d'intégrité dans la gestion publique. L'institution chargée de la lutte contre la corruption s'inscrit dans cette dynamique de moralisation de la vie publique.

Sa mission consiste à prévenir, détecter et combattre les pratiques corruptives, tout en sensibilisant les administrations et les citoyens aux principes d'intégrité et de bonne gouvernance.

Dans un contexte où la crédibilité de l'action publique dépend largement de la confiance des citoyens et des partenaires internationaux, la consolidation de ces mécanismes de contrôle apparaît comme un enjeu central.

Le Conseil économique et social, interface entre l'État et les forces vives

La Constitution de la Ve République accorde également une place importante au Conseil économique et social, conçu comme un espace de dialogue entre l'État et les acteurs économiques et sociaux.

Selon l'article 132 de la Constitution, cette institution a pour mission de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par les autorités publiques. Elle est notamment consultée sur les projets de plan ou de programme économique et social ainsi que sur les textes à caractère fiscal, économique ou social.

Au-delà de cette fonction consultative, le Conseil peut analyser les grands enjeux de développement et formuler des recommandations à l'attention du Président de la République, du gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat.

L'article 133 prévoit également que le Conseil puisse déléguer l'un de ses membres afin de présenter ses analyses devant les institutions qui l'ont saisi. Cette disposition renforce la circulation de l'expertise et le dialogue institutionnel.

L'organisation interne du Conseil repose sur l'élection de son président et des membres de son bureau par ses propres membres, conformément à l'article 134. Par ailleurs, afin d'assurer une représentation territoriale, l'article 135 prévoit la mise en place de sections du Conseil dans chaque région économique du pays.

La composition et le fonctionnement de l'institution sont fixés par une loi organique, conformément à l'article 136.



Le rôle stratégique du Cadre permanent de concertation

Dans ce contexte de transition institutionnelle, le Cadre permanent de concertation apparaît comme un espace clé de dialogue politique. Il permet d'associer les partis politiques aux réflexions sur la mise en place des institutions et sur les réformes nécessaires à la consolidation de la Ve République.

Les échanges de la 26 session ont notamment porté sur plusieurs questions sensibles, parmi lesquelles le fonctionnement de la Commission électorale nationale indépendante et la participation des candidats indépendants aux élections.

Les discussions ont également évoqué la mise en place de nouvelles juridictions structurantes telles que la Cour de cassation, le Conseil d'État et le Tribunal des conflits, institutions appelées à renforcer l'architecture judiciaire et administrative du pays.

Les membres du CPC ont par ailleurs formulé des recommandations visant à enrichir l'expertise au sein de ces nouvelles juridictions, notamment par l'intégration de conseillers référendaires spécialisés dans des domaines techniques tels que le numérique, la fiscalité ou l'environnement.

Une transition institutionnelle sous observation

La mise en place des institutions prévues par la Constitution de la Ve République s'inscrit dans une dynamique de transformation profonde de l'État togolais. Entre modernisation des structures existantes et création de nouveaux organes, cette transition vise à renforcer la cohérence de l'action publique et à adapter les mécanismes de gouvernance aux défis contemporains.

Cependant, la réussite de ce processus dépendra largement de la capacité des institutions à exercer leurs missions avec indépendance, efficacité et transparence. Elle dépendra également de la qualité du dialogue politique et de la confiance que ces réformes susciteront au sein de la société.

Dans cette perspective, le rôle du Cadre permanent de concertation apparaît déterminant. En favorisant les échanges entre les acteurs politiques et en accompagnant la mise en œuvre des réformes, il constitue l'un des instruments essentiels de la consolidation de la Ve République.

ÉCONOMIE

Marché financier : forte ruée des investisseurs sur les titres du Trésor togolais

Avec une demande près de neuf fois supérieure au montant recherché, le Togo signe une opération remarquable sur le marché financier régional. Au-delà de la performance, cette mobilisation traduit une confiance renforcée des investisseurs et pose les bases d'enjeux économiques majeurs.

Le Togo a réussi une entrée remarquée sur le marché financier régional en ce début d'année 2026. Le vendredi 6 mars, le Trésor public togolais a mobilisé 22 milliards de FCFA à travers une émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) et de Bons assimilables du Trésor (BAT), organisée sur le marché coordonné par UMOA-Titres. Initialement, l'État visait une levée de 20 milliards de FCFA. Mais l'opération a suscité un engouement exceptionnel, les investisseurs proposant près de 176 milliards de FCFA.

Autrement dit, les soumissions ont atteint près de neuf fois le montant recherché par l'État togolais. Ce niveau de demande, correspondant à un taux de couverture de 880,97 %, est loin d'être anodin. Il témoigne à la fois de la solidité de la signature du Togo et du rôle croissant du marché financier régional dans le financement des économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Dans le détail, le Trésor togolais a retenu 14,7 milliards de FCFA sur des OAT d'une maturité de trois ans, assorties d'un taux d'intérêt annuel fixe de 6,15 %. À cela s'ajoutent 7,2 milliards de FCFA levés sur des obligations à cinq ans, avec un taux de 6,35 %. En revanche, aucune offre n'a été retenue pour les Bons assimilables du Trésor (BAT), généralement destinés à des financements de court terme.

Ce choix illustre une orientation stratégique claire : privilégier les ressources à moyen terme plutôt que l'endettement à court terme. En effet, les obligations permettent à l'État d'étaler ses remboursements sur plusieurs années, offrant ainsi une meilleure visibilité dans la gestion des finances publiques. Pour les investisseurs, ces titres constituent des placements relativement sûrs, avec des rendements stables et prévisibles.

L'ampleur des offres reçues met également en lumière une réalité du marché financier régional. Les investisseurs institutionnels notamment les banques, les sociétés de gestion et les compagnies d'assurance disposent de liquidités importantes qu'ils cherchent à placer dans des instruments jugés fiables. Les titres publics, en particulier les obligations d'État, figurent parmi les supports privilégiés en raison de leur niveau de sécurité et de leur régularité de rendement.

Cette première opération de l'année s'inscrit dans une stratégie plus globale. Pour l'ensemble de l'année 2026, le Togo prévoit de mobiliser 463,5 milliards de FCFA sur le marché financier régional. Ces ressources contribueront à financer un budget de l'État estimé à 2 751 milliards de FCFA.

Concrètement, les fonds levés serviront à soutenir les investissements publics et les politiques nationales : construction d'infrastructures, développement des routes, renforcement du secteur énergétique, financement de programmes sociaux ou encore modernisation de l'administration. Derrière ces mécanismes financiers, souvent perçus comme techniques, se dessinent des impacts directs sur la vie quotidienne des citoyens.

Cependant, cette dynamique de financement s'accompagne d'exigences importantes. Lever des fonds implique également de rembourser la dette, avec intérêts, dans les années à venir. L'enjeu pour l'État est donc de veiller à une allocation efficace des ressources, en orientant les investissements vers des projets capables de générer de la croissance durable et d'accroître les recettes fiscales.
Dans ce contexte, la forte demande observée lors de cette émission constitue à la fois une opportunité et une responsabilité. Une opportunité, car elle confirme la confiance des investisseurs et ouvre des marges de manœuvre financières. Une responsabilité, car elle impose de transformer cette confiance en résultats économiques concrets et mesurables.

Au-delà des chiffres, cette opération envoie un signal clair : le Togo consolide progressivement sa crédibilité sur le marché financier régional. Attirer 176 milliards de FCFA pour n'en retenir que 22 traduit une perception positive du risque souverain du pays et une reconnaissance de sa stabilité macroéconomique.

Reste désormais l'essentiel notamment faire de chaque franc emprunté un levier de transformation. Car, sur les marchés financiers comme dans l'économie réelle, la véritable performance ne se mesure pas seulement à la capacité de mobilisation des ressources, mais à leur impact sur le développement, la croissance et le bien-être des populations.



Contrefaçon et fraude fiscale : le pari technologique du Togo pour sécuriser ses recettes



Face à la montée de la fraude et des produits contrefaits, le Togo accélère sa transition vers le numérique. Avec l'introduction du Digital Marketing Intelligence, l'État entend renforcer le contrôle du marché et sécuriser davantage ses recettes.

Au Togo, la lutte contre la fraude commerciale et les produits contrefaits entre dans une nouvelle phase, marquée par l'intégration des outils numériques. Les autorités misent désormais sur l'intelligence digitale pour renforcer la surveillance des marchés et améliorer l'efficacité des contrôles.

Depuis fin février 2026, des agents de l'Office togolais des recettes (OTR) et du ministère chargé du Commerce suivent des sessions de formation dédiées à l'utilisation d'une nouvelle plateforme technologique : le Digital Marketing Intelligence (DMI).

Ce dispositif vient en appui au Système automatisé de marquage (SAM), déjà opérationnel depuis 2020. Ce mécanisme permet de sécuriser certains produits de consommation grâce à un marquage fiscal garantissant leur traçabilité et leur authenticité. Avec l'introduction du DMI, l'objectif est d'utiliser la technologie pour mieux surveiller le marché, détecter plus rapidement les anomalies et protéger à la fois l'économie nationale et les consommateurs.

La technologie, un « inspecteur invisible » des marchés Le Digital Marketing Intelligence (DMI) se présente comme une plateforme avancée, conçue pour moderniser les méthodes de contrôle. Il s'agit d'un outil numérique capable de centraliser et d'analyser en temps réel les données issues des inspections réalisées sur le terrain.

Grâce à l'automatisation, le système peut repérer des incohérences, identifier des produits suspects et signaler des comportements susceptibles de révéler une fraude.

L'une des innovations majeures de ce dispositif réside dans la digitalisation des opérations de contrôle. Les agents peuvent désormais enregistrer directement leurs observations dans la plateforme, garantissant ainsi une meilleure traçabilité des inspections. Chaque vérification effectuée sur un produit marqué dans le cadre du SAM est automatiquement intégrée et analysée.

Au-delà de la simple collecte de données, le DMI offre également une capacité d'anticipation.

En croisant les informations disponibles, la plateforme peut détecter des tendances anormales, comme la circulation de produits potentiellement contrefaits ou des écarts dans les volumes déclarés. La technologie agit ainsi comme un véritable « inspecteur invisible », capable d'alerter les autorités en amont et de faciliter des interventions plus rapides et plus ciblées.

Développée par la filiale togolaise du groupe SICPA, spécialisé dans les solutions de sécurité et de traçabilité, la plateforme s'inscrit dans une logique d'innovation appliquée à la gouvernance publique. Après la phase de formation, les agents bénéficieront d'un accompagnement technique afin d'assurer une prise en main efficace et durable de l'outil.

Protéger les recettes de l'État et les consommateurs

Au-delà de l'innovation technologique, cette initiative répond à un enjeu économique majeur. Le Système automatisé de marquage, en place depuis 2020, a déjà permis de générer environ 35,8 milliards de FCFA de recettes fiscales.

Ces ressources supplémentaires contribuent directement au financement des politiques publiques, des infrastructures et des services sociaux.

La lutte contre la fraude commerciale ne se limite donc pas à une question de régulation du marché. Elle constitue un levier stratégique pour renforcer les finances publiques et soutenir le développement économique du pays. En limitant les pertes liées aux circuits informels et aux produits non déclarés, l'État améliore sa capacité à mobiliser des ressources internes.

Avec l'intégration du DMI, les autorités ambitionnent de franchir un nouveau cap en matière d'efficacité. Un Comité technique de suivi (CTS) sera mis en place pour analyser les alertes générées par la plateforme, coordonner les inspections sur le terrain et évaluer les performances du dispositif. Cette approche structurée permettra d'optimiser les contrôles, en les rendant plus ciblés et plus réactifs.

Pour les consommateurs, les bénéfices sont également significatifs. Un meilleur contrôle du marché se traduit par une réduction des produits contrefaits ou frauduleux, souvent dangereux pour la santé ou la sécurité. La technologie devient ainsi un outil de protection du public, garantissant une meilleure qualité des produits disponibles sur le marché.

Dans un contexte où la fraude commerciale représente un manque à gagner considérable pour de nombreux États africains, cette stratégie pourrait transformer en profondeur les modes de régulation économique. Elle illustre une volonté claire : passer d'un contrôle traditionnel, souvent limité, à une surveillance intelligente, fondée sur l'exploitation des données.

Au final, derrière les algorithmes et les plateformes numériques, l'enjeu reste concret : garantir l'authenticité des produits, sécuriser les recettes publiques et faire en sorte que chaque taxe collectée contribue effectivement au développement du pays.



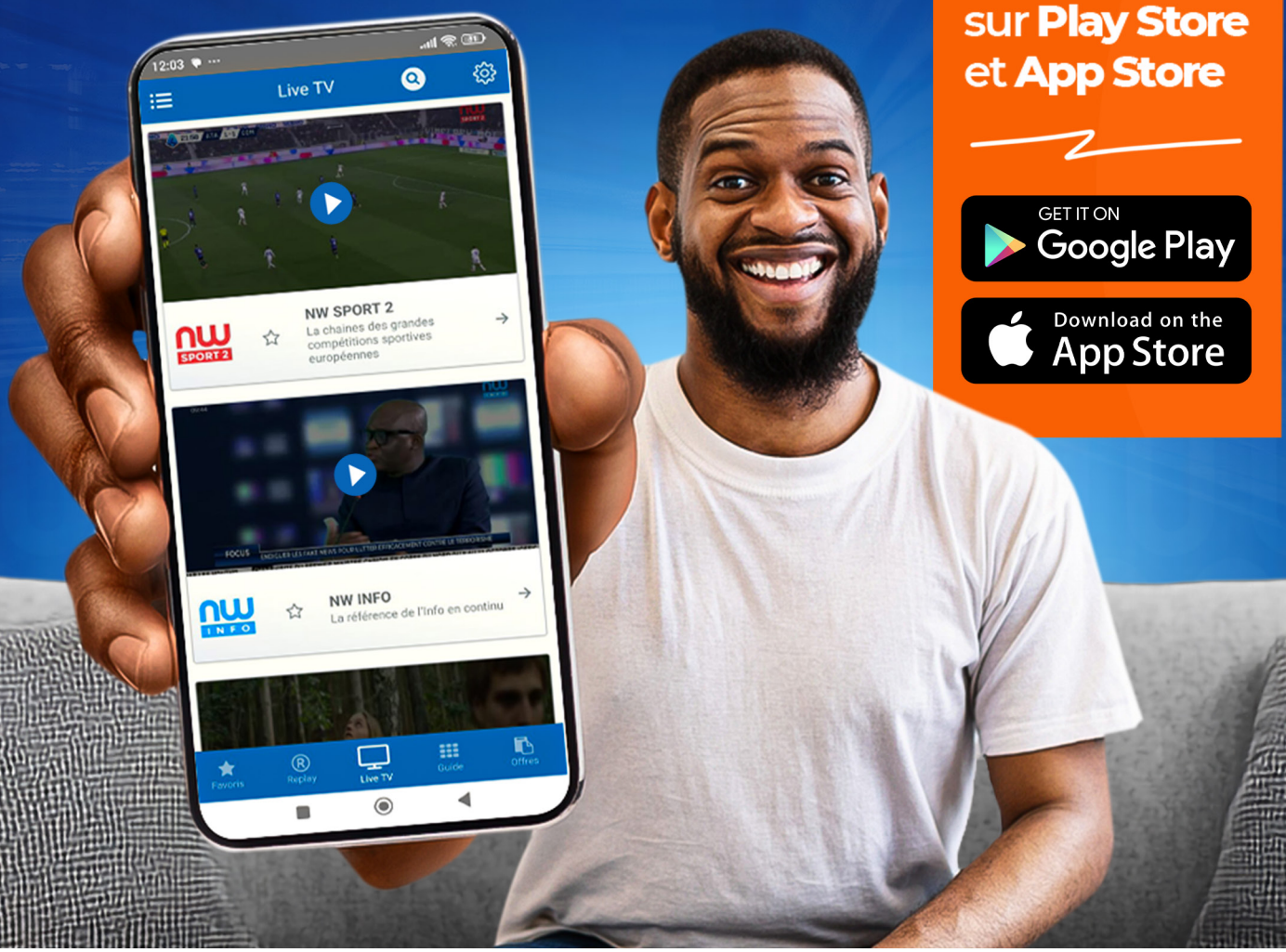
NW TV
NEW WORLD

Retrouvez-nous sur l'application Moov TV

Disponible en téléchargement sur **Play Store** et **App Store**

GET IT ON Google Play

Download on the App Store



00228 **9223 6262**
9924 6669

NUMERO VERT 8303
APPEL GRATUIT

SOCIÉTÉ

Circulation à Lomé : quand l'indiscipline devient la règle

À Lomé, la route révèle bien plus que des flux de circulation. Elle expose nos habitudes, nos tensions et notre rapport aux règles. Entre impatience et indiscipline, l'espace public devient le reflet d'un civisme encore fragile.



Dans toute société organisée, la route est un espace de partage. Elle impose des règles simples, connues de tous, et dont le respect garantit la sécurité collective. Pourtant, au Togo, et particulièrement dans la capitale, l'incivisme routier demeure une réalité visible au quotidien. Klaxons intempestifs, non-respect des feux tricolores, dépassements dangereux, refus de céder le passage ou indifférence face aux véhicules prioritaires : autant de comportements qui traduisent une culture de l'impatience et du chacun pour soi.

Le paradoxe est frappant. Lomé n'est pas la ville la plus congestionnée de la sous-région. Pourtant, les tensions et les infractions observées sur ses routes donnent parfois l'impression d'un trafic saturé. Là où la circulation pourrait se dérouler avec fluidité et discipline, l'incivisme transforme les carrefours en espaces de tension permanente entre usagers pressés, souvent peu enclins à respecter les règles communes.

Des règles connues, mais quotidiennement ignorées

L'un des problèmes les plus visibles dans la circulation à Lomé concerne le non-respect des feux de signalisation. Conçus pour réguler le trafic et prévenir les collisions, les feux tricolores peinent encore à imposer leur autorité dans plusieurs carrefours stratégiques de la capitale, notamment à Hanoukopé, LONATO, au Lycée de Tokoin, à CICA Toyota ou encore à GTA.

« Quand le feu passe à l'orange, beaucoup accélèrent pour éviter de s'arrêter », observe Ama, entrepreneure rencontrée au carrefour 3K. « Mais il arrive qu'ils s'engagent alors que les véhicules de l'autre sens commencent déjà à avancer. »

Le feu orange, censé annoncer l'arrêt imminent, est souvent interprété comme un signal d'accélération. Quant au feu rouge, il est encore trop fréquemment ignoré par certains usagers, notamment des motocyclistes ou des conducteurs pressés, qui pensent gagner quelques secondes.

Ces comportements ne sont pas sans conséquences. Des accidents graves, parfois mortels, surviennent régulièrement à des intersections pourtant équipées de dispositifs de signalisation. Quelques secondes d'impatience suffisent à provoquer des drames évitables.

L'incivisme ne se limite pas aux feux tricolores. Il s'exprime aussi à travers l'usage excessif du klaxon. À Lomé, cet outil est souvent utilisé pour presser, interpeller ou même intimider. Certains conducteurs klaxonnent alors même que le feu est encore rouge ou qu'un piéton s'engage sur la chaussée.

« On dirait que certaines personnes pensent que la route leur appartient », confie Afi, commerçante. « Un piéton hésite parfois à traverser parce qu'il se fait klaxonner avant même d'avoir posé le pied sur la route. »

Chez certains conducteurs de taxis ou de motos-taxis, le klaxon devient un outil de travail pour attirer des clients. Cette pratique, répétée et prolongée, contribue à une pollution sonore et à un climat de stress permanent.

Dans les règles de conduite pourtant, le klaxon doit être utilisé avec parcimonie, principalement pour signaler un danger. Lorsqu'il devient automatique, il perd sa fonction d'alerte et participe à l'agressivité générale de la circulation.



Entre idéal romantique et lucidité sociale

La circulation des motos, très présente dans les villes togolaises, facilite les déplacements mais favorise également certaines manœuvres risquées. Le dépassement par la droite en est l'un des exemples les plus fréquents.

En principe, les dépassements doivent s'effectuer par la gauche. Mais dans la pratique, de nombreux motocyclistes se faufilent à droite lorsque la voie principale est encombrée. « Quand vous conduisez, vous devez regarder partout. Une moto peut surgir à droite à tout moment », explique Serge, chauffeur dans une entreprise privée.

Ces manœuvres imprévisibles augmentent les risques d'accident, notamment lorsque les automobilistes changent de direction ou se rabattent. Elles deviennent encore plus dangereuses lorsque certains conducteurs roulent au milieu de la voie sans laisser d'espace.

Dans les zones moins aménagées, une autre règle est fréquemment ignorée : la priorité à droite. Aux intersections sans signalisation, le véhicule venant de la droite est censé passer en premier. Pourtant, cette règle reste mal maîtrisée.

Dans la réalité, beaucoup d'usagers préfèrent accélérer pour passer en force, pensant que la rapidité leur donnera l'avantage. Cette confusion entraîne régulièrement des collisions, parfois graves.

L'incivisme apparaît également dans le manque de réaction face aux véhicules prioritaires. Lorsqu'une ambulance ou un véhicule de secours active sa sirène, les conducteurs devraient libérer immédiatement la voie. Mais certains tardent à réagir, voire poursuivent leur route comme si l'urgence ne les concernait pas.

Ce comportement peut retarder des interventions vitales. Derrière chaque sirène se joue souvent une situation critique où chaque seconde compte.



Entre absence d'autodiscipline et enjeu de société

Un constat revient souvent : la présence des forces de l'ordre modifie immédiatement les comportements. Aux carrefours surveillés, les règles sont davantage respectées. Mais dès que les agents s'éloignent, certains usagers reprennent leurs habitudes.

Cette réalité pose une question essentielle : la discipline doit-elle dépendre uniquement du contrôle et de la sanction ? Dans une société structurée, le respect des règles repose aussi sur la conscience individuelle.

L'incivisme routier ne se limite pas à une série d'infractions. Il révèle une difficulté plus large à intégrer les règles du vivre-ensemble. Chaque comportement imprudent met en danger non seulement son auteur, mais aussi les autres usagers.

Les conséquences sont visibles : accidents, blessés, pertes humaines, mais aussi tensions et agressivité dans la circulation. La route devient alors un espace de confrontation plutôt qu'un lieu de cohabitation.

Pourtant, changer ces comportements est possible. Cela passe par l'éducation routière, la sensibilisation, le renforcement des contrôles, mais aussi par l'exemplarité de chacun. La route appartient à tous : automobilistes, motocyclistes, cyclistes et piétons. Elle exige un respect mutuel et un minimum de discipline. Attendre quelques secondes au feu rouge, céder le passage ou ralentir pour un piéton ne sont pas des signes de faiblesse, mais des gestes de civisme.

Dans plusieurs villes africaines confrontées à une circulation plus dense, ces comportements deviennent progressivement des réflexes. Le Togo peut suivre cette évolution.

Car au fond, la route est le reflet de notre société. Et si l'incivisme y prend de l'ampleur, c'est souvent le signe d'un besoin plus large de réapprendre les valeurs de respect, de responsabilité et de discipline. Changer nos habitudes sur la route, c'est aussi contribuer à construire un vivre-ensemble plus apaisé et plus sûr.



Mandi's @frica Network

NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d'efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marche. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES

- Gestion de Projets
- Sondages & Etudes de marchés
- Trade Marketing
- Diagnostic Organisationnel
- Developpement d'Affaires



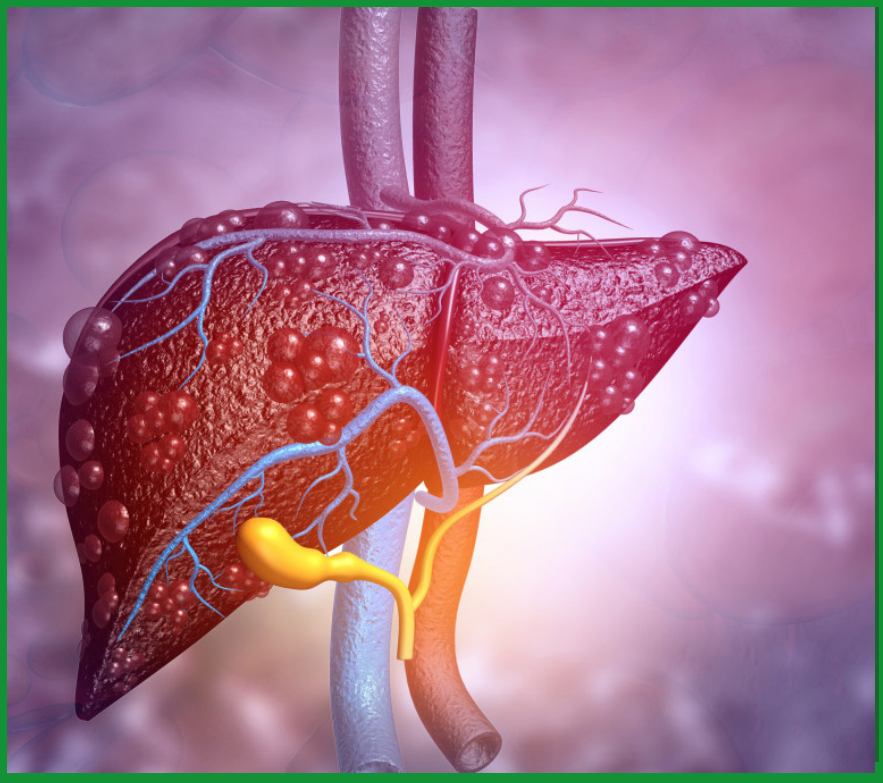
Mandi's @frica Network

www.mandisafrica.pro
contact@mandisafrica.pro
+228 70775555

SANTÉ

Hépatite B : cette maladie silencieuse qui menace le foie

Souvent silencieuse, l'hépatite B progresse sans bruit mais peut causer des dommages irréversibles au foie. Au Togo, cette maladie demeure un enjeu majeur de santé publique, malgré des moyens de prévention efficaces.



Méconnue du grand public, l'hépatite B est une infection virale grave qui s'attaque directement au foie. Elle peut évoluer pendant des années sans symptômes apparents, tout en causant des lésions irréversibles. Dans de nombreux cas, les personnes infectées ignorent leur état jusqu'à l'apparition de complications sévères comme la cirrhose ou le cancer du foie.

Au Togo, où les maladies infectieuses restent une préoccupation majeure, l'hépatite B constitue un défi de santé publique encore sous-estimé. Pour mieux comprendre cette pathologie et les moyens de s'en protéger, le nutritionniste Dr Kpônou Tobossi, président du Mouvement de lutte contre les hépatites au Togo, apporte un éclairage essentiel.

Une infection virale aux multiples visages

L'hépatite B est causée par le virus de l'hépatite B (VHB), qui attaque les cellules du foie et perturbe son fonctionnement. Elle appartient à une famille plus large de maladies appelées hépatites, qui peuvent avoir différentes origines.

Certaines hépatites sont liées à l'alimentation, notamment lorsque la consommation d'aliments de mauvaise qualité ou trop riches surcharge le foie. D'autres sont dues à l'alcool, dont l'excès peut détruire progressivement les cellules hépatiques. Il existe également des hépatites d'origine médicamenteuse, provoquées par des substances toxiques pour le foie, ou encore des hépatites auto-immunes, où l'organisme attaque ses propres cellules.

Mais les formes les plus préoccupantes restent les hépatites virales, notamment les types A, B, C, D et E. Parmi elles, l'hépatite B se distingue par sa gravité et sa capacité de transmission. Elle peut devenir chronique et évoluer silencieusement pendant plusieurs années, rendant son dépistage particulièrement crucial.

Des modes de transmission souvent méconnus

Le virus de l'hépatite B se transmet principalement par contact avec des liquides biologiques contaminés, notamment le sang, le sperme ou les sécrétions vaginales.

La transmission par le sang est l'une des plus fréquentes. Elle peut survenir lors de l'utilisation d'objets tranchants contaminés tels que des lames, aiguilles, ciseaux ou couteaux. Dans la vie quotidienne, certaines pratiques courantes exposent au risque, notamment le partage d'outils chez les coiffeurs ou les coupeurs d'ongles ambulants.

Comme le souligne le Dr Tobossi, « même l'alcool ne tue pas toujours le virus de l'hépatite B ». Ainsi, des instruments mal désinfectés peuvent rester contaminants et transmettre la maladie à d'autres personnes.

La transmission peut également se faire de la mère à l'enfant pendant la grossesse ou lors de l'accouchement, en cas de contact avec le sang infecté. Les rapports sexuels non protégés constituent également une voie importante de contamination.

Ces différents modes de transmission montrent que l'hépatite B peut toucher tout le monde, indépendamment de l'âge ou du mode de vie.

Une maladie aux symptômes trompeurs

L'un des principaux dangers de l'hépatite B réside dans la discrétion de ses symptômes. Aux premiers stades, la maladie peut se manifester par des signes peu spécifiques : fièvre, fatigue, maux de tête, vomissements ou encore urines foncées.

Ces symptômes sont souvent confondus avec ceux du paludisme, ce qui peut retarder le diagnostic. « Beaucoup de patients sont traités contre le paludisme alors qu'il s'agit en réalité d'une atteinte du foie », explique le Dr Tobossi.

Lorsque la maladie évolue, des signes plus graves peuvent apparaître, notamment le jaunissement des yeux et de la peau (ictère), le gonflement des membres inférieurs ou encore l'accumulation de liquide dans l'abdomen.

Sans prise en charge, l'hépatite B peut entraîner des complications majeures. La cirrhose, caractérisée par une destruction progressive du foie, est l'une des plus redoutées. À un stade avancé, la maladie peut également évoluer vers un cancer du foie, mettant en jeu le pronostic vital.

Prévention et dépistage : des gestes qui sauvent

Face à cette menace, la prévention reste l'arme la plus efficace. Le dépistage constitue le premier réflexe à adopter. Il se réalise par un simple test sanguin, accessible dans de nombreuses structures de santé.

En cas de résultat négatif, la vaccination offre une protection fiable contre le virus. Elle se fait généralement en trois doses, suivies d'un rappel, et permet de prévenir efficacement l'infection.

Pour les personnes déjà infectées, un suivi médical régulier est indispensable. Il permet d'évaluer l'état du foie et de mettre en place un traitement adapté afin de limiter les complications.

Au-delà du dépistage et de la vaccination, l'adoption de comportements responsables est essentielle. Éviter le partage d'objets tranchants, s'assurer de la stérilisation des instruments utilisés et privilégier les rapports sexuels protégés sont autant de mesures simples mais efficaces.

L'alimentation, un allié du foie

L'hygiène de vie, notamment l'alimentation, joue également un rôle clé dans la protection du foie. Les spécialistes recommandent de limiter la consommation de sucres, de graisses et d'aliments trop riches, qui peuvent surcharger l'organe.

À l'inverse, une alimentation équilibrée, riche en poissons et en viandes blanches, contribue à maintenir le bon fonctionnement du foie. L'adoption de bonnes habitudes alimentaires permet ainsi de renforcer la résistance de l'organisme face aux agressions.

Une maladie évitable, un enjeu de sensibilisation

Malgré sa gravité, l'hépatite B est aujourd'hui une maladie que l'on peut prévenir et contrôler. Le véritable défi reste la sensibilisation des populations.

Se faire dépister, se faire vacciner et adopter des comportements à moindre risque sont des gestes simples qui peuvent sauver des vies. Dans un contexte où la maladie évolue souvent sans bruit, l'information apparaît comme un levier essentiel.

Comme le rappelle le Dr Kpônou Tobossi, la lutte contre l'hépatite B passe avant tout par la prise de conscience collective. Car derrière cette maladie silencieuse se cache une réalité bien tangible : celle d'un danger évitable, à condition d'agir à temps.



SPORT Eperviers : Patrice Neveu, l'homme de la situation ?



Très chers lecteurs, dans ce nouveau numéro de Togo Émergent, nous vous proposons d'entrer au cœur de cette nouvelle ère des Éperviers. Qui est réellement Patrice Neveu ? Pourquoi la Fédération Togolaise de Football a-t-elle porté son choix sur ce technicien expérimenté ? Quels sont les défis qui l'attendent à la tête de la sélection nationale ? Et surtout, comment compte-t-il redonner des ailes aux Éperviers ?

De la cérémonie officielle de signature au stade de Kégué aux premières pré-convocations envoyées aux internationaux togolais, en passant par le stage stratégique prévu au Maroc et les matchs tests face à la Guinée et au Niger, ce grand dossier vous plonge dans les coulisses du projet qui doit relancer le football togolais. Bienvenue dans les premières pages d'un nouveau chapitre. Celui où les Éperviers tentent, une fois encore, de reprendre leur envol.

Le football togolais tourne une nouvelle page. Dans l'atmosphère solennelle du stade de Kégué, un symbole fort s'est imposé : celui d'un renouveau. Le lundi 2 mars 2026, le technicien français Patrice Neveu a officiellement paraphé un contrat de trois ans pour prendre les rênes de la sélection nationale du Togo ; les Éperviers.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de la Jeunesse et des Sports, Abdul Fahd Fofana, ainsi que du président de la Fédération Togolaise de Football, le Colonel Guy Kossi Akpovy. Autour d'eux, dirigeants sportifs, acteurs du football national et observateurs avertis ont assisté à un moment charnière pour le ballon rond togolais. Car cette signature ne représente pas seulement une formalité administrative. Elle incarne l'ouverture d'un nouveau cycle, une tentative assumée de relancer une sélection nationale qui aspire à retrouver son lustre d'antan.

Après plusieurs périodes d'incertitudes et de transitions techniques, le Togo mise désormais sur l'expérience et la vision stratégique de Patrice Neveu pour reconstruire une équipe compétitive et ambitieuse.

Si le nom de Patrice Neveu s'impose aujourd'hui à la tête des Éperviers, ce n'est pas le fruit du hasard. Selon la Fédération Togolaise de Football, sa nomination est l'aboutissement d'un processus de sélection minutieux mené conjointement avec le ministère des Sports.

Plusieurs profils ont été étudiés, analysés et comparés. Les critères retenus étaient clairs : expérience du haut niveau, connaissance du football africain, capacité à bâtir un projet sur la durée et aptitude à valoriser les talents locaux. Pour le président de la FTF, Guy Kossi Akpovy, ce choix répond à une nécessité stratégique. « C'est avec un réel sentiment de responsabilité envers l'avenir de notre football que nous nous réunissons pour un moment important de la vie de notre sélection nationale, marqué par la signature officielle d'un contrat de trois ans avec Monsieur Patrice Neveu. »

Le nouveau patron du banc togolais n'est pas un inconnu du continent africain. Depuis plusieurs décennies, Patrice Neveu s'est construit une solide réputation dans le football international, avec plusieurs expériences marquantes en Afrique.
Son passage dans différentes sélections africaines lui a permis d'acquérir une connaissance profonde des réalités du football sur le continent : la gestion des talents locaux, les défis logistiques, les particularités tactiques et l'exigence des compétitions africaines.

C'est précisément cette expertise qui a séduit les dirigeants togolais. Dans un contexte où les sélections africaines se professionnalisent de plus en plus, disposer d'un entraîneur capable de conjuguer rigueur tactique et compréhension du terrain africain devient un atout majeur.

Le Togo espère ainsi bénéficier de cette expérience pour retrouver une place plus conforme à son potentiel sur la scène continentale.

La feuille de route confiée à Patrice Neveu est claire : redonner aux Éperviers leur compétitivité et leur crédibilité sur la scène internationale. Depuis plusieurs années, la sélection togolaise peine à retrouver la régularité qui avait marqué certaines périodes fastes de son histoire. L'objectif est désormais de bâtir une équipe capable de rivaliser avec les meilleures nations africaines.
Cela passe par plusieurs axes prioritaires à savoir : renforcer la cohésion du groupe ; identifier et intégrer de nouveaux talents ; instaurer une discipline tactique solide ; préparer efficacement les grandes compétitions. Mais au-delà des résultats immédiats, la fédération insiste sur la nécessité d'un travail en profondeur.

Dans le football moderne, les résultats durables ne s'obtiennent plus dans la précipitation. La Fédération Togolaise de Football souhaite instaurer une stabilité technique qui a souvent fait défaut par le passé. Le contrat de 3 ans signé avec Patrice Neveu, traduit cette volonté d'inscrire l'action dans le temps. L'objectif n'est pas seulement de gagner quelques matchs amicaux, mais de bâtir une équipe capable de franchir les qualifications continentales et internationales.

Le Togo regorge de jeunes talents disséminés dans les championnats locaux et européens. Pourtant, leur potentiel reste parfois sous-exploité. L'une des missions majeures du nouveau sélectionneur sera donc de mieux identifier et valoriser ces joueurs. Les académies togolaises produisent régulièrement des profils prometteurs, mais leur intégration progressive dans la sélection nationale nécessite un encadrement technique structuré. Patrice Neveu devra ainsi établir un pont entre les jeunes talents et l'équipe nationale A.
Cette stratégie s'inscrit dans une vision plus large : construire une génération capable de porter les couleurs togolaises dans les années à venir.

À peine installé, le nouveau sélectionneur est déjà à l'œuvre. Dans le cadre des Journées FIFA du mois de mars, Patrice Neveu a envoyé les premières pré-convocations aux joueurs susceptibles de participer au prochain rassemblement des Éperviers.

Cette liste élargie constitue une étape stratégique dans la préparation de l'équipe nationale. Comme le veut la procédure internationale, les clubs des joueurs concernés ont été officiellement informés afin de préparer leur éventuelle libération pour le stage.

La liste définitive des joueurs retenus sera communiquée dans les prochains jours. Mais déjà, ces pré-convocations permettent de prendre le pouls de l'effectif et d'élargir le champ d'observation.

Pour sa première grande mission, le sélectionneur français a choisi le Maroc comme lieu de regroupement. Du 23 au 31 mars, les Éperviers effectueront leur stage de préparation dans ce pays réputé pour la qualité de ses infrastructures sportives. Ce regroupement aura plusieurs objectifs : évaluer l'état de forme des joueurs ; instaurer les premiers principes tactiques ; renforcer la cohésion du groupe et préparer les prochaines échéances internationales.

Pour un nouveau sélectionneur, ces premiers jours sont toujours déterminants. C'est à ce moment que s'esquisse l'identité de jeu d'une équipe. Patrice Neveu devra rapidement imprimer sa marque.

Le stage marocain sera ponctué par deux rencontres amicales internationales.Le programme est déjà établi :

27 mars : Togo – Guinée à Rabat
31 mars : Niger – Togo à Casablanca





Ces confrontations auront une valeur bien plus grande que de simples matchs amicaux. Elles permettront au nouveau staff technique d'observer les automatismes des joueurs ; d'expérimenter différentes organisations tactiques et d'évaluer la réaction de l'équipe face à l'adversité. Face à la Guinée et au Niger, les Éperviers auront l'occasion de montrer les premiers signes de leur transformation.

Le football togolais possède une histoire riche, marquée par des moments de gloire et des défis majeurs. Des générations de joueurs talentueux ont porté haut les couleurs nationales, offrant au public des souvenirs inoubliables. Mais comme toute discipline sportive, le football connaît aussi des cycles. Aujourd'hui, le Togo se trouve à la croisée des chemins. La nomination de Patrice Neveu apparaît comme une tentative de redonner un cap clair à la sélection nationale.

La réussite du projet Neveu ne dépendra pas uniquement du sélectionneur. Elle reposera aussi sur l'engagement de plusieurs acteurs à savoir la Fédération Togolaise de Football, les autorités sportives, les clubs locaux, les supporters et les joueurs eux-mêmes.

Lors de la cérémonie de signature, la FTF a d'ailleurs insisté sur la nécessité d'un esprit d'unité autour de la sélection nationale. Dans un pays où le football occupe une place centrale dans la vie sociale, chaque victoire des Éperviers est vécue comme un moment de communion nationale.
L'arrivée de Patrice Neveu ouvre donc une nouvelle ère pour la sélection togolaise. Les défis sont nombreux : reconstruire une équipe solide, retrouver une identité de jeu, se qualifier pour les grandes compétitions, réconcilier le public avec sa sélection. Mais l'espoir est tout aussi immense.

Au stade de Kégué, le jour de la signature, l'image était symbolique : celle d'un homme posant sa signature sous le regard attentif des dirigeants du football togolais. Mais derrière ce geste se dessine peut-être le début d'une nouvelle aventure. Dans quelques semaines, lorsque les Éperviers entreront sur la pelouse au Maroc pour affronter la Guinée puis le Niger, ce projet prendra enfin vie. Et dans les tribunes comme devant les écrans, tout un peuple espérera voir ses Éperviers reprendre leur envol.



BON À SAVOIR

Le Baya : Plus qu'un bijou, un héritage au creux des hanches



Le baya, ce collier de perles que les femmes portent autour de la taille, est bien plus qu'un simple bijou pour faire joli. En Afrique de l'Ouest, que ce soit au Togo, au Bénin, au Ghana ou au Nigeria, c'est un objet qui accompagne la femme de l'enfance à l'âge adulte.

C'est un mélange de tradition, de respect du corps et de secrets de femmes qui se transmettent de mère en fille. Voici ce qu'il faut savoir sur les bayas :

1. Un accessoire pour la féminité et l'intimité

Le premier rôle du baya est de mettre en valeur la femme. Porté sous les vêtements, il reste caché aux yeux de tous et c'est justement là que réside sa force. Il souligne les formes de la taille et bouge en même temps que la personne. Quand une femme marche, les perles frottent doucement entre elles et font un petit bruit discret. Ce son est comme un message secret qui montre la grâce et la douceur de la femme sans qu'elle ait besoin de parler. Comme il ne se montre pas en public, le baya fait partie de l'intimité et du jardin secret dans la vie de couple.

2. Un moyen naturel de surveiller son corps

À une époque où il n'y avait pas de balances dans toutes les maisons, le baya servait de guide pour savoir si on changeait de silhouette. Les petites filles commencent à en porter très tôt et, en grandissant, elles apprennent à écouter leur corps grâce à ces perles. C'est très simple à comprendre, si les perles deviennent trop serrées ou qu'elles remontent vers le haut, cela veut dire que la personne a pris un peu de poids ou qu'elle grandit. Si les perles tombent plus bas sur les hanches, c'est le signe qu'elle a minci. C'était donc une façon naturelle et efficace de surveiller sa santé et sa forme tous les jours.

3. Une protection pour la vie de tous les jours

Le baya a aussi un côté spirituel très important. Pour beaucoup de gens, ce n'est pas juste du plastique ou du verre enfilé sur un fil. On prépare souvent les perles avec des huiles qui sentent bon ou des produits naturels pour qu'elles apportent une bonne odeur à la peau. Parfois, on y ajoute des petites protections ou des prières pour protéger la femme contre les mauvaises ondes ou les regards jaloux. Porter son baya, c'est donc aussi se sentir en sécurité et protégée dans sa vie quotidienne.

4. Le sens des couleurs et des odeurs

Chaque couleur de perle a une signification que tout le monde peut comprendre. Le blanc est souvent utilisé pour la paix, la propreté du cœur et pour les mariages. Le rouge montre la force, l'énergie et l'amour. Le bleu ou le vert font penser à la nature et à la chance d'avoir des enfants. Il existe aussi des perles spéciales, comme celles qu'on appelle "Gouro", qui sont un peu plus grosses. Ces perles-là sentent très bon naturellement quand elles chauffent contre la peau. Cela permet à la femme de dégager un parfum doux et naturel tout au long de la journée.

Même si le monde change et que la mode évolue, le baya reste très présent. Aujourd'hui, les jeunes femmes continuent de les porter, parfois pour suivre la tradition de leurs mamans, parfois simplement parce que c'est très beau. C'est un lien entre le passé et aujourd'hui. Porter un baya, c'est une manière de dire qu'on est fière de sa culture et de sa féminité. C'est un petit objet tout simple, mais qui contient toute l'histoire et la richesse des femmes africaines.

LOMEGRAPH.COM

L'ACTUALITÉ TOGOLAISE EN UN CLIC !



NOS SERVICES

- Contenus promotionnels (Article, Publi-reportage, Interview exclusive, etc.)
- Couverture journalistique
- Publication de communiqués de presse
- Article / lien sponsorisé
- Insertion publicitaire
- Newsletter (Pub Mail)
- Flotte-pub WhatsApp
- Packages Spéciaux

+228 70 51 15 41

Lomegraph

PORTRAIT

Raymonde Kayi Lawson : de notaire à députée, la trajectoire d'une femme d'impact



Entre droit, engagement social et responsabilité politique, Raymonde Kayi Lawson Boe-Allah incarne une figure de leadership féminin ancrée dans l'action. Son parcours raconte l'histoire d'une femme qui a fait de son influence un levier concret de transformation sociale.

Avant d'être une figure politique et sociale, Maître Raymonde Kayi Lawson Boe-Allah est d'abord le produit d'un parcours académique exigeant, façonné entre le Togo et la France. Une trajectoire qui révèle très tôt une rigueur intellectuelle et une capacité d'adaptation qui marqueront toute sa carrière.

Son histoire scolaire commence à Lomé, à l'école Marina, située non loin du Palais de justice. Un environnement qui, avec le recul, semble presque annoncer son orientation future vers le droit. Elle poursuit ensuite son parcours à l'école Montaigne de Kodjoviakopé, où elle obtient son CEPD, puis au collège protestant pour ses premières années du secondaire.

Mais à l'âge de 11 ans, sa trajectoire prend un tournant décisif. Ses parents font le choix de l'envoyer en France, où elle rejoint ses sœurs pour poursuivre ses études. Elle intègre alors le Complexe scolaire international de Valbonne, un établissement cosmopolite accueillant des élèves de diverses nationalités, notamment des enfants d'expatriés.

De 1980 à 1986, elle y vit en internat. Une expérience formatrice qui dépasse le cadre académique. Elle y développe un sens de l'autonomie, une ouverture culturelle et une capacité à évoluer dans des environnements multiculturels. Des atouts qui, plus tard, renforceront sa capacité à naviguer entre différents univers professionnels et institutionnels.

Après l'obtention de son baccalauréat au collège Notre-Dame de l'Assomption à Paris, elle choisit de s'orienter vers le droit. Elle rejoint l'Université Paris-Nanterre, où elle se spécialise en droit privé, avant de poursuivre avec un DESS en notariat.

Ce choix n'est pas anodin. Le notariat est une profession exigeante, qui repose sur la précision, la confidentialité et une responsabilité constante vis-à-vis des citoyens. C'est aussi un métier qui place le juriste au cœur des réalités sociales, en l'amenant à accompagner les individus dans des moments clés de leur vie.

De retour au Togo, elle prête serment devant la Cour d'appel de Lomé en l'an 2000 et ouvre son étude notariale. Plus de vingt-six ans plus tard, elle exerce toujours cette profession avec la même exigence. Être notaire, pour elle, n'est pas seulement un métier : c'est une mission de confiance et de responsabilité.

Des racines fortes, une sensibilité sociale héritée

Si son parcours académique est structurant, son engagement prend aussi racine dans son histoire familiale. Raymonde Kayi Lawson Boe-Allah appartient à une lignée où l'influence sociale et économique s'est toujours exprimée avec force.

Sa grand-mère, Madame Sewa Ahiakpor Manavi, figure parmi les premières Nana-Benz du Togo. Ces femmes d'affaires emblématiques ont marqué l'histoire économique du pays en imposant leur leadership dans le commerce du pagne wax. Elles incarnaient une forme d'indépendance économique et d'autorité sociale à une époque où peu de femmes occupaient de telles positions.

« Je pense que j'ai dû hériter un peu de ce caractère », confie-t-elle avec simplicité.

Mais au-delà de cette figure emblématique, c'est surtout l'éducation reçue de ses parents qui façonne sa vision du monde. Son père, décrit comme un homme généreux, et sa mère, fortement impliquée dans les actions sociales, lui transmettent très tôt le sens du partage et de la solidarité.

Ce double héritage, l'esprit d'entreprise et l'engagement social, constitue le socle de son parcours. Chez elle, la réussite individuelle ne peut être dissociée de l'utilité collective. Cette conviction guidera chacune de ses décisions, qu'elles soient professionnelles, sociales ou politiques.



Du social à la politique : une trajectoire naturelle



L'entrée de Raymonde Kayi Lawson en politique ne relève pas d'une ambition soudaine, mais d'un prolongement logique de son engagement social.

Tout commence au sein de la communauté chrétienne, où elle s'implique activement dans des actions sociales. Très vite, elle comprend que les problématiques qu'elle rencontre sur le terrain dépassent le cadre de l'assistance ponctuelle. « On ne peut pas faire du social sans faire de la politique », affirme-t-elle.

Cette prise de conscience marque un tournant. En 2012, elle est sollicitée pour porter des actions sociales à travers une association appelée Convention des Femmes pour Unir. Cette mission la place au cœur des réalités sociales du pays et renforce sa visibilité.

Cinq ans plus tard, en 2017, elle est désignée déléguée nationale du Mouvement des Femmes UNIR (MFU), la structure féminine du parti Union pour la République. À ce poste, elle coordonne les activités des femmes du parti sur l'ensemble du territoire national.

Cette responsabilité lui permet de structurer son action à une échelle nationale et de travailler directement sur les questions liées à la participation des femmes à la vie politique.

En 2018, elle franchit une nouvelle étape en étant élue députée dans le Grand Lomé. Aujourd'hui, elle entame son deuxième mandat, cette fois comme députée du Golfe.

Pour elle, la fonction de député dépasse la simple représentation locale. « Nous sommes députés de la nation », rappelle-t-elle. Son rôle consiste à participer à l'élaboration des lois, à contrôler l'action du gouvernement et à relayer les préoccupations des populations.

Elle se positionne comme une interface entre les citoyens et les institutions, attentive aux préoccupations des femmes, des enfants et des populations vulnérables.

Autonomisation des femmes : un combat au cœur de son engagement

S'il y a un fil rouge dans le parcours de Raymonde Kayi Lawson Boe-Allah, c'est bien son engagement en faveur des femmes. Pour elle, aucune société ne peut se développer durablement sans une pleine participation des femmes. « La femme bâtit la société », affirme-t-elle.

Mais cette contribution reste souvent sous-estimée. Pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle, les femmes doivent disposer de moyens, notamment économiques.

C'est dans cette logique qu'elle multiplie les initiatives concrètes. Son engagement se traduit par des actions de terrain : sensibilisation au don de sang, soutien aux orphelinats, accompagnement des femmes vivant avec le VIH, ou encore actions de solidarité auprès des populations vulnérables.

Parmi ses combats récents, la lutte contre le cancer du sein occupe une place importante. Elle insiste sur l'importance du dépistage précoce, particulièrement dans les contextes où l'accès aux soins reste limité.

Pour structurer ses actions, Mme Raymonde Kayi rejoint le Groupement des Femmes Vaillantes et Dynamiques du Grand-Lomé (GFVD-GL), créé

le 5 mars 2023. Cette organisation dont elle est la presidente d'honneur, œuvre pour l'autonomisation économique des femmes à travers des formations en Activités Génératrices de Revenus (AGR).

Fabrication de savon, confection de sacs, production de baumes ou d'huiles : les formations proposées permettent aux bénéficiaires d'acquérir des compétences concrètes. Avec près de 700 membres, dont 350 adhérentes actives, le groupement accompagne les femmes vers l'entrepreneuriat et leur offre des opportunités de visibilité lors de foires commerciales.

Au-delà des chiffres, l'objectif est clair : permettre aux femmes de sortir de la précarité et de devenir actrices de leur propre développement.

Leadership féminin : défis, réalités et vision d'avenir

Être une femme leader au Togo reste un défi quotidien. Raymonde Kayi Lawson ne cherche pas à édulcorer la réalité. « Être femme, c'est difficile », affirme-t-elle sans détour.

Les obstacles sont multiples : harcèlement professionnel, résistances sociales, manque de soutien, voire opposition au sein des familles. Dans certains cas, des hommes hésitent encore à soutenir l'engagement politique de leurs épouses.

Ces réalités contribuent au faible nombre de femmes candidates à certaines fonctions politiques. Toutefois, elle reconnaît que des avancées importantes ont été réalisées grâce à des politiques favorables à la promotion des femmes. Mais pour elle, la bataille est loin d'être gagnée.

Sa vision du leadership féminin repose sur un principe fondamental : la complémentarité. Il ne s'agit pas d'opposer les femmes aux hommes, mais de construire une dynamique collaborative.

Elle insiste également sur la nécessité de renforcer la solidarité entre femmes, qu'elle considère comme encore perfectible.

À l'endroit des jeunes filles togolaises, Raymonde Kayi Lawson adresse un message clair : croire en ses capacités. Elle encourage les jeunes à poursuivre leurs études ou à se tourner vers l'entrepreneuriat, qu'elle considère comme un moteur essentiel du développement.

Dans un monde en mutation, marqué par les transformations technologiques et l'essor de l'intelligence artificielle, l'autonomie économique devient un enjeu majeur. Mais elle insiste également sur une valeur fondamentale : la dignité. « Réussir ne doit jamais signifier se compromettre », rappelle-t-elle.

Enfin, elle appelle à davantage de solidarité entre femmes, condition essentielle pour renforcer leur influence dans la société. Au fil de son parcours, Raymonde Kayi Lawson Boe-Allah a construit bien plus qu'une carrière. Elle a dessiné une trajectoire où chaque étape prolonge un même engagement : servir.

Son histoire rappelle que le leadership ne se mesure pas uniquement aux fonctions occupées, mais à la capacité de transformer les réalités sociales. Une trajectoire qui, au-delà de l'individu, incarne une vision : celle d'une société où les femmes occupent pleinement leur place dans la construction du développement.





D-liv&r
Compagnie Africane de Livraison

+228 9052 9380
www.deliverafrica.pro
contact.deliverafrica.pro
@dliverafrica

TECH

Un nouveau chapitre pour la tech US en Afrique



Après avoir posé leurs câbles-fantômes au fond des océans, les Big Tech ouvrent un second front : accélérer la connectivité terrestre du continent en s'alliant aux opérateurs et acteurs locaux.

Dans un article publié le 12 mars 2026, le journaliste Quentin Velluet (Jeune Afrique) décrit comment Google, Meta et leurs « coopétiteurs » Amazon et Microsoft cherchent désormais à tisser cette nouvelle « colonne vertébrale » qui doit relier points d'atterrissage, data centers, villes et zones intérieures africaines.

Ce mouvement marque un changement de paradigme : il ne s'agit plus seulement d'amener davantage de capacité internationale, mais de faire circuler cette bande passante partout sur le continent, jusqu'aux usagers finaux et aux services cloud locaux.

2Africa, Equiano : les autoroutes sous-marines sont en place

Côté mer, la phase 1 est largement engagée. Le câble 2Africa, piloté par un consortium emmené par Meta et plusieurs grands opérateurs télécoms, est présenté comme l'un des plus grands systèmes sous-marins au monde, avec jusqu'à 45 000 km de fibre, plus de 30 points d'atterrissement prévus en Afrique et une capacité maximale autour de 180 Tbit/s.

Il doit connecter 33 pays sur trois continents et fournir une meilleure résilience tout en faisant chuter les coûts de bande passante, avec des prix attendus environ deux fois plus bas que les anciens câbles, selon les projections d'opérateurs et d'analystes.

Google joue sa propre partition avec Equiano, un câble privé d'environ 15 000 km qui relie le Portugal à l'Afrique du Sud via plusieurs branches le long de la côte ouest, notamment vers la Namibie et le Togo.

Le projet, financé à hauteur d'environ 1 milliard de dollars par Google, vise à tripler les vitesses de connexion, à réduire les prix de l'Internet de 16 % à 21 % et à créer des centaines de milliers d'emplois indirects dans certains marchés comme l'Afrique du Sud d'ici 2025, selon une étude commanditée par le groupe.

Le vrai défi : la colonne vertébrale terrestre

Une fois ces tuyaux géants reliés aux côtes africaines, le problème suivant est classique : comment faire remonter ce débit vers l'intérieur du continent. Sans dorsales régionales robustes, réseaux métropolitains fiables et interconnexions neutres, l'impact des câbles sous marins reste limité à quelques hubs côtiers déjà mieux connectés.

C'est là que les nouveaux plans d'investissement entrent en jeu :

- multiplication des accords de co investissement dans la fibre longue distance avec des groupes comme Sonatel, Orange Middle East & Africa ou des opérateurs nationaux ;
- soutien à la montée en puissance de data centers et régions cloud sur le continent pour rapprocher le calcul et le stockage des utilisateurs finaux ;
- développement de points d'échange Internet (IXP) et d'infrastructures neutres où les opérateurs, FAI et plateformes peuvent se connecter à coût moindre.

En filigrane, l'objectif des Big Tech est clair : réduire la latence, fiabiliser le réseau et rendre économiquement viable l'usage massif du cloud, du streaming et bientôt de l'IA générative en Afrique.

Google : câbles, cloud et pari de long terme

Avec Equiano, Google ne se contente pas de « pousser » du trafic vers l'Afrique, il cherche à structurer l'écosystème numérique local. Le câble s'inscrit dans un plan d'investissement d'environ 1 milliard de dollars sur cinq ans pour soutenir la transformation numérique africaine, incluant connectivité, formation et soutien aux start ups.

Le groupe a ainsi annoncé au Nigeria un programme de 1,5 million de dollars pour former 20 000 jeunes et femmes aux compétences numériques, dans le prolongement de son plan d'investissement d'1 milliard de dollars annoncé en 2021.

En connectant Equiano à des partenaires comme Openserve et WIOCC en Afrique du Sud, Google parie sur l'émergence de backbones nationaux et régionaux capables d'acheminer le trafic vers l'ensemble de l'Afrique australe.

Meta : 2Africa comme levier d'écosystème

Meta présente 2Africa comme une infrastructure ouverte destinée à stimuler la concurrence et faire baisser durablement le coût de l'Internet, tout en créant les conditions d'une adoption massive de ses services (Facebook, Instagram, WhatsApp, mais aussi ses futurs produits immersifs).

Le câble est conçu avec un modèle d'accès ouvert : la capacité y est vendue à des opérateurs et fournisseurs de services via des data centers neutres ou des stations d'atterrissage en libre accès, ce qui doit encourager l'entrée de nouveaux acteurs et l'innovation locale.

Parallèlement, Meta investit dans des programmes de formation, de soutien aux créateurs et aux PME en Afrique subsaharienne, qu'il présente dans ses bilans annuels comme autant de briques d'un écosystème numérique tourné vers ses plateformes.

La stratégie est double : ancrer son rôle d'infrastructure (via 2Africa) et verrouiller l'audience et les usages (via ses apps et outils pour les créateurs).

Amazon et Microsoft : miser sur la couche cloud

Si Google et Meta sont très visibles sur les câbles, Amazon Web Services (AWS) et Microsoft Azure s'illustrent particulièrement sur la couche cloud et data centers. Microsoft a été le premier grand fournisseur de cloud à ouvrir des data centers en Afrique, avec deux régions Azure en Afrique du Sud (Johannesburg et Le Cap), afin d'offrir des services Azure, Office 365 et Dynamics 365 depuis le continent lui même.

Amazon a suivi avec une région AWS en Afrique du Sud en 2020, dotée de plusieurs zones de disponibilité au Cap, puis a renforcé sa présence avec un nouveau bureau à Johannesburg pour répondre à la demande croissante en services cloud.

AWS étend aujourd'hui son maillage avec des infrastructures à latence ultra faible au Nigeria, au Kenya, au Sénégal et bientôt au Maroc, en partenariat avec des opérateurs locaux comme Sonatel ou Orange Middle East & Africa.

Dans la bataille mondiale pour l'IA et le cloud, ces acteurs prévoient ensemble des centaines de milliards de dollars d'investissements annuels dans les infrastructures, dont une partie croissante est dédiée aux marchés émergents stratégiques comme l'Afrique.

Pourquoi la connectivité terrestre est le nerf de la guerre

Pour les États africains, le risque serait de devenir de simples points d'atterrissage de câbles, sans maîtriser la chaîne de valeur qui va des fibres terrestres au cloud, en passant par les data centers et les plateformes de services. En co investissant dans des dorsales nationales, en soutenant des opérateurs d'infrastructure locaux et en travaillant avec des régulateurs sur l'ouverture des marchés, les Big Tech cherchent à sécuriser leur business tout en se rendant indispensables à la transformation numérique des pays.

Cette « coopétition » entre Google, Meta, Amazon et Microsoft – à la fois concurrents et partenaires – façonne un nouvel équilibre de pouvoir où les décisions sur les routes de fibre, les points de présence cloud et les standards techniques auront un impact direct sur la souveraineté numérique du continent.

Quels enjeux pour la souveraineté numérique africaine ?

Derrière les mégawatts de data centers et les milliers de kilomètres de fibre, la question centrale reste : qui contrôle quoi, et où se crée la valeur ? La concentration de la couche cloud et des plateformes entre les mains de quelques groupes américains fait peser un risque de dépendance, même si ces acteurs insistent sur le respect de la résidence des données et sur leurs initiatives en faveur des écosystèmes locaux.

Pour maximiser les retombées, les experts plaident pour :

- des politiques publiques favorisant les opérateurs neutres, les data centers africains et les start ups d'infra ;
- des clauses de transfert de compétences et de co développement technologique dans les accords avec Google, Meta, Amazon et Microsoft ;
- un renforcement des régulateurs pour suivre des architectures réseau de plus en plus complexes et transfrontalières.

L'enjeu, pour les pays africains, est de transformer ces méga investissements en levier de souveraineté et de création de valeur locale, plutôt qu'en simple extension de la puissance des clouds américains sur un nouveau territoire.

IMMERSION

À Togoville, l'économie se négocie sans billets ni pièces



À l'heure des paiements numériques et des transactions instantanées, une pratique vieille comme le monde continue de faire vivre les échanges à Togoville. Dans ce coin du Togo, le troc résiste au temps et rappelle que l'économie peut aussi reposer sur la confiance.

Bien avant l'apparition de la monnaie, les échanges entre les hommes reposaient sur un principe simple : le troc. Ce système, considéré comme la première forme d'échange commercial, consistait à échanger directement un bien contre un autre, sans intermédiaire monétaire. Dans les sociétés anciennes, il permettait à chacun de satisfaire ses besoins en accédant à des produits qu'il ne produisait pas lui-même.

Ainsi, un agriculteur pouvait échanger ses récoltes contre du poisson, du sel ou des outils fabriqués par des artisans. Ce mode d'échange reposait sur une logique de complémentarité entre les activités et sur une forme d'équilibre entre les besoins des individus.

Cependant, avec l'évolution des sociétés et l'intensification des échanges, le troc a montré ses limites. Il devenait parfois difficile de trouver un partenaire prêt à accepter exactement ce que l'on proposait en échange. Cette contrainte a progressivement conduit à l'émergence de formes de monnaie, notamment les cauris en Afrique, avant l'introduction des monnaies modernes comme le franc CFA.

Malgré ces transformations, le troc n'a pas totalement disparu. Dans certaines communautés, il continue d'exister, non pas comme un système dominant, mais comme une pratique complémentaire aux échanges monétaires. Au Togo, cette réalité trouve une expression particulière dans la ville historique de Togoville.

À Togoville, un marché pas comme les autres

Située à environ soixante kilomètres de Lomé, Togoville abrite l'un des rares marchés où le troc est encore pratiqué de manière régulière. Chaque mercredi, le marché de Fantchao Gnagada devient le théâtre de ces échanges singuliers.

Installé sur une superficie d'environ 8 000 mètres carrés, à quelques centaines de mètres du lac Togo, ce marché attire des milliers de personnes venues de différentes localités. Cultivateurs, pêcheurs, éleveurs et commerçants s'y retrouvent pour échanger leurs produits.

Les agriculteurs des villages environnants, tels que Djankanssé, Sévagan, Vogan ou Akoumapé, arrivent avec des céréales, des tubercules et des légumes. Face à eux, les pêcheurs proposent du poisson séché, tandis que les éleveurs offrent des volailles ou d'autres produits issus de leur activité.

À cette dynamique locale s'ajoutent des commerçants venus de Lomé, d'Aného ou encore du Bénin voisin, qui introduisent dans les échanges des produits manufacturés comme des savons, des parfums ou des vêtements. Dans ce marché, la monnaie n'est pas toujours au centre des transactions. Les échanges se font directement entre les acteurs. Un sac de maïs peut être troqué contre du poisson séché, des tubercules contre des produits de consommation courante. La valeur des biens ne repose pas sur un prix fixé à l'avance, mais sur une entente entre les parties.

Chaque semaine, entre 4 000 et 7 000 personnes fréquentent ce marché. Les périodes de récolte et les saisons de pêche sont les moments où l'activité y est la plus intense, témoignant de l'importance de ce système dans l'économie locale.

Entre tradition, solidarité et adaptation

Au-delà de son aspect économique, le troc à Togoville revêt une dimension sociale forte. Il s'inscrit dans une logique de solidarité et de confiance entre les communautés. Les échanges ne sont pas seulement des transactions, mais aussi des moments de rencontre et de coopération. « Le troc se fait dans un esprit d'entraide », confie une commerçante de légumes rencontrée sur le marché.

Cette pratique permet également à certains acteurs économiques, notamment les petits producteurs, d'accéder à des biens sans nécessairement disposer de liquidités. Dans un contexte où l'accès à la monnaie peut être limité, le troc constitue une alternative viable.

Cependant, la modernisation de l'économie et la généralisation de la monnaie ont progressivement réduit l'importance de ce système. Les nouvelles générations, davantage tournées vers les échanges monétaires, perçoivent parfois le troc comme une pratique ancienne.

Pour d'autres, au contraire, il représente un patrimoine culturel à préserver. Le marché de Fantchao Gnagada apparaît ainsi comme un espace où tradition et modernité cohabitent. Une illustration vivante de la capacité des sociétés à adapter leurs pratiques économiques aux réalités locales.

Au final, le troc à Togoville dépasse le simple cadre d'un mode d'échange. Il incarne une mémoire collective, un lien social et une manière différente de concevoir l'économie. Dans un monde où tout semble monétisé, il rappelle que l'échange peut aussi reposer sur la confiance, la proximité et la complémentarité des besoins.

À Togoville, le troc n'est pas un vestige du passé. Il est une pratique toujours vivante, discrète mais essentielle, qui continue de rythmer la vie de milliers de personnes chaque semaine.



NEW WORLD TV

LA NUMÉROTATION DE NOS CHAÎNES A CHANGÉ

SPORT

NW SPORT 1	1010
NW SPORT 2	1020
NW SPORT 3	1030
NW SPORT 4	1040
NW SPORT 5	1050
NW SPORT 6	1060
NW SPORT 7	1070
ESPN AFRICA	1080
ESPN 2 AFRICA	1090

GENERALISTE

TV5 MONDE AFR	1630
NW MIX	1950

RELIGION

AC TV	1300
EPT TV	1310
ELOHIM	1320
PERFECT TV	1470

MUZIK

NW MUZIK	1940

INFO CONTINUE

BFM TV	1870
NW INFO FR	1600
NW NEWS	1610
NW ECONOMIE	1620

AFRIQUE

TVT	1420
ORTB	1430
ORTM 1	1440
ORTM 2	1450
RTI 1	1460
RTI 2	1480
ST KIDS	1740

JEUNESSE

TIVI 5	1700
CANAL J	1710

CHAÎNE ADULTE

PENTHOUSE BLACK	2100
PENTHOUSE PASSION	2110
DORCEL TV	2120
DORCEL XXX	2130
DORCEL TV AFRICA	2140

CINEMA

NW CINEMA	1510

DECOUVERTE

ARTE	1860
NAT GEO FR	1900
NAT GEO WILD FR	1910
TV5 MONDE STYLE	1920
GREEN TV	1930

RADIO

RADIO KARA	2090
RADIO LOME	2100

SERIE ET DIVERTISSEMENT

TFX	1410
NW SERIES	1520
NW TRANSNAT 1	1530
NW TRANSNAT 2	1540
NW TRANSNAT 3	1550
ZEE MAGIC	1800
AFOREVO	1810
AFRO NOVELAS	1820
NINA NOVELAS FR	1830

(00228) **9223 6262 | 9924 6669**

NUMERO VERT 8303
APPEL GRATUIT


Intensément fraîche et pétillante
Chap
Cocktail de fruits
SNB
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE BOISSONS
snb.tg
LE GOÛT DE ÇA!
Chap
Cocktail de fruits